



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

**COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
AU 30 JUIN 2025**

Examinés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. en date du 30 juillet 2025

VERSION NON AUDITÉE

SOMMAIRE

CADRE GÉNÉRAL.....	4
PRÉSENTATION JURIDIQUE DE L'ENTITÉ	4
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS.....	5
COMPTE DE RÉSULTAT.....	5
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES.....	6
BILAN ACTIF	7
BILAN PASSIF.....	8
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES.....	9
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	11
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES	13
NOTE 1 Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisées	14
1.1 Normes applicables et comparabilité.....	14
1.2 Principes et méthodes comptables.....	16
NOTE 2 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période	18
2.1 Principales opérations de structure	18
2.2 Information portant sur le périmètre de consolidation au 30 juin 2025	19
NOTE 3 Risque de crédit.....	22
3.1 Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période	25
3.2 Expositions au risque souverain	32
NOTE 4 Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	35
4.1 Produits et charges d'intérêts.....	35
4.2 Produits et charges de commissions.....	36
4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat.....	36
4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres.....	38
4.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	38
4.6 Produits (charges) nets des autres activités.....	39
4.7 Charges générales d'exploitation	39
4.8 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles.....	40
4.9 Coût du risque	41
4.10 Gains ou pertes nets sur autres actifs	41
4.11 Impôts.....	42
4.12 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	43
NOTE 5 Informations sectorielles	44
5.1 Information sectorielle par secteur opérationnel	46
5.2 Spécificités de l'assurance	48
NOTE 6 Notes relatives au bilan	57
6.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat.....	57
6.2 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	58
6.3 Actifs financiers au coût amorti	61
6.4 Passifs financiers au coût amorti	63
6.5 Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	64

6.6	Immeubles de placement	65
6.7	Écarts d'acquisition	67
6.8	Provisions	68
6.9	Dettes subordonnées	73
6.10	Capitaux propres.....	73
NOTE 7	Engagements de financement et de garantie et autres garanties	78
NOTE 8	Reclassements d'instruments financiers.....	80
NOTE 9	Juste valeur des instruments financiers et informations diverses	81
9.1	Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur	82
9.2	Évaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine	92
9.3	Juste valeur des titres de dettes comptabilisés à l'actif au coût amorti	93
NOTE 10	Parties liées.....	94
NOTE 11	Événements postérieurs au 30 juin 2025.....	95

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers

CADRE GÉNÉRAL

PRÉSENTATION JURIDIQUE DE L'ENTITÉ

Depuis l'Assemblée générale extraordinaire du 29 novembre 2001, la Société a pour dénomination sociale : **Crédit Agricole S.A.**

Depuis le 1^{er} juillet 2012, l'adresse du siège social de la Société est : 12, place des États-Unis 92127 Montrouge Cedex France.

Immatriculation au registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 784 608 416

Code NAF : 6419Z.

Crédit Agricole S.A. est une société anonyme à Conseil d'administration régie par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le livre deuxième du Code de commerce.

Crédit Agricole S.A. est également soumis aux dispositions du Code monétaire et financier, notamment ses articles L. 512-47 et suivants.

Crédit Agricole S.A. est enregistré sur la liste des établissements de crédit dans la catégorie des banques mutualistes ou coopératives depuis le 17 novembre 1984. À ce titre, il est soumis aux contrôles des autorités de tutelle bancaire et notamment de la Banque centrale européenne et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Les actions Crédit Agricole S.A. sont admises aux négociations sur Euronext Paris. Crédit Agricole S.A. est soumis à la réglementation boursière en vigueur, notamment pour ce qui concerne les obligations d'information du public.

Un groupe bancaire d'essence mutualiste

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue La Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32) à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent, et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. À ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toutes mesures nécessaires, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

COMPTE DE RÉSULTAT

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2025	30/06/2024
Intérêts et produits assimilés ³	4.1	28 506	33 078
Intérêts et charges assimilées ³	4.1	(21 075)	(25 754)
Commissions (produits) ³	4.2	7 016	7 209
Commissions (charges) ³	4.2	(2 621)	(2 764)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	6 857	5 918
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		4 812	4 607
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		2 045	1 311
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	(105)	(228)
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		(308)	(364)
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		203	136
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	4.5	(33)	(66)
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Produit net des activités d'assurance ¹	5.2	(4 723)	(3 970)
Produits des activités d'assurance		7 393	7 022
Charges afférentes aux activités d'assurance		(5 562)	(5 167)
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus		(91)	(93)
Produits financiers ou charges financières d'assurance		(6 426)	(5 722)
Produits financiers ou charges financières d'assurance afférents aux contrats de réassurance détenus		23	31
Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance		(60)	(41)
Produits des autres activités	4.6	1 284	969
Charges des autres activités	4.6	(843)	(790)
Produit net bancaire		14 263	13 602
Charges générales d'exploitation	4.7	(7 061)	(6 715)
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.8	(630)	(574)
Résultat brut d'exploitation		6 572	6 312
Coût du risque	4.9	(855)	(824)
Résultat d'exploitation		5 717	5 488
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		77	90
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.10	456	9
Variations de valeur des écarts d'acquisition	6.7	-	-
Résultat avant impôt		6 250	5 587
Impôts sur les bénéfices	4.11	(1 368)	(1 315)
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	6.5	-	-
Résultat net		4 882	4 273
Participations ne donnant pas le contrôle		669	542
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		4 213	3 731
Résultat par action (en euros) ²	6.10	1,305	1,085
Résultat dilué par action (en euros) ²	6.10	1,305	1,085

¹ Résultat financier net d'assurance composé des Produits de placement nets de charge et des Produits ou charges financières

² Correspond au résultat hors intérêts des titres super-subordonnés et y compris le Résultat net d'impôt des activités abandonnées

³ Au 30 juin 2024, les commissions intègrent un produit de 561 millions d'euros et une charge de 434 millions d'euros au titre de la marge collective, qui auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilées ». Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 30 juin 2024.

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2025	30/06/2024
Résultat net		4 882	4 273
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	4.12	-	86
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	4.12	(203)	(414)
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	4.12	306	4
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	4.12	(81)	37
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.12	21	(287)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.12	-	1
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.12	18	76
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.12	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	4.12	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	4.12	40	(209)
Gains et pertes sur écarts de conversion	4.12	(1 252)	133
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	4.12	(101)	(4 799)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	4.12	(11)	(205)
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables		416	4 497
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres		(22)	(22)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.12	(970)	(396)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.12	(226)	(6)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.12	(76)	142
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.12	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	4.12	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	4.12	(1 271)	(261)
GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	4.12	(1 233)	(470)
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		3 651	3 803
Dont part du Groupe		3 061	3 284
Dont participations ne donnant pas le contrôle		590	519

BILAN ACTIF

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2025	31/12/2024
Caisse, banques centrales		168 857	162 339
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6.1	594 214	600 919
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		357 176	371 156
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>		237 038	229 763
Instruments dérivés de couverture		16 292	19 194
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3-6.2	230 330	223 600
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>		222 521	217 494
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>		7 809	6 106
Actifs financiers au coût amorti	3-6.3	1 200 925	1 202 475
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>		566 827	565 403
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>		546 422	548 101
<i>Titres de dettes</i>		87 676	88 971
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		(531)	(242)
Actifs d'impôts courants et différés		5 316	5 032
Comptes de régularisation et actifs divers		53 864	51 934
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	6.5	-	822
Contrats d'assurance émis - Actif	5.2	-	10
Contrats de réassurance détenus - Actif	5.2	1 059	1 021
Participation dans les entreprises mises en équivalence		4 357	2 928
Immeubles de placement	6.6	10 298	10 363
Immobilisations corporelles		9 862	9 712
Immobilisations incorporelles		3 339	3 412
Ecarts d'acquisition	6.7	16 203	16 263
TOTAL DE L'ACTIF		2 314 385	2 309 782

BILAN PASSIF

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2025	31/12/2024
Banques centrales		27	1 389
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.1	400 966	413 537
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		297 605	311 824
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>		103 361	101 713
Instruments dérivés de couverture		25 229	27 261
Passifs financiers au coût amorti	6.4	1 330 023	1 331 045
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>		175 201	178 418
<i>Dettes envers la clientèle</i>		869 562	868 115
<i>Dettes représentées par un titre</i>		285 260	284 512
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		(6 591)	(7 241)
Passifs d'impôts courants et différés		3 289	3 243
Comptes de régularisation et passifs divers		69 886	61 068
Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	6.5	-	194
Contrats d'assurance émis - Passif	5.2	375 128	362 862
Contrats de réassurance détenus - Passif	5.2	91	70
Provisions	6.8	3 686	3 770
Dettes subordonnées	6.9	28 141	29 273
Total dettes		2 229 875	2 226 471
Capitaux propres		84 510	83 311
Capitaux propres part du Groupe		75 528	74 710
<i>Capital et réserves liées</i>		32 340	30 904
<i>Réserves consolidées</i>		42 096	38 688
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>		(3 121)	(1 969)
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées</i>		-	-
<i>Résultat de la période</i>		4 213	7 087
Participations ne donnant pas le contrôle		8 982	8 601
TOTAL DU PASSIF		2 314 385	2 309 782

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Part du Groupe									
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				
(en millions d'euros)	Capital	Prime et Réserves consolidées liées au capital ¹	Elimination des titres auto-détenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net	Capitaux propres
Capitaux propres au 1er janvier 2024	9 159	57 518	(377)	7 220	73 520	(1 784)	(450)	(2 434)	-	71 086
Impacts première application IFRS 17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2024 Retraillés	9 159	57 518	(377)	7 220	73 520	(1 784)	(450)	(2 434)	-	71 086
Augmentation de capital / Réduction de capital	(81)	(242)	-	-	(323)	-	-	-	-	(323)
Variation des titres autodétenus	-	-	256	-	256	-	-	-	-	256
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	(9)	-	(56)	(65)	-	-	-	-	(65)
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres au 1er semestre 2024	-	(212)	-	-	(212)	-	-	-	-	(212)
Dividendes versés au 1er semestre 2024	-	(3 177)	-	-	(3 177)	-	-	-	-	(3 177)
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	(85)	-	-	(85)	-	-	-	-	(85)
Mouvements liés aux paiements en actions	-	6	-	-	6	-	-	-	-	6
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	(81)	(3 719)	256	(56)	(3 600)	-	-	-	-	(3 600)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	33	-	-	33	(211)	(237)	(448)	-	(415)
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	28	-	-	28	-	(28)	(28)	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	4	-	-	4	-	(4)	(4)	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1
Résultat du 1er semestre 2024	-	-	-	-	-	-	-	-	3 731	3 731
Autres variations	-	(407)	-	-	(407)	-	-	-	-	(407)
Capitaux propres au 30 juin 2024	9 078	53 425	(121)	7 164	69 546	(1 995)	(886)	(2 881)	3 731	70 396
Augmentation de capital / Réduction de capital	46	123	-	-	169	-	-	-	-	169
Variation des titres autodétenus	-	-	(207)	-	(207)	-	-	-	-	(207)
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	(9)	-	54	45	-	-	-	-	45
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres au 2nd semestre 2024	-	(233)	-	-	(233)	-	-	-	-	(233)
Dividendes versés au 2nd semestre 2024	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	85	-	-	85	-	-	-	-	85
Mouvements liés aux paiements en actions	-	42	-	-	42	-	-	-	-	42
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	46	8	(207)	54	(99)	-	-	-	-	(99)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	92	-	-	92	982	(51)	931	-	1 023
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	86	-	-	86	-	(86)	(86)	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	7	-	-	7	-	(7)	(7)	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	(19)	-	(19)	-	(19)
Résultat du 2nd semestre 2024	-	-	-	-	-	-	-	-	3 356	3 356
Autres variations	-	53	-	-	53	-	-	-	-	53
Capitaux propres au 31 décembre 2024	9 124	53 578	(328)	7 218	69 592	(1 032)	(937)	(1 969)	7 087	74 710
Affectation du résultat 2024	-	7 087	-	-	7 087	-	-	-	(7 087)	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025	9 124	60 665	(328)	7 218	76 679	(1 032)	(937)	(1 969)	-	74 710
Impacts nouvelles normes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025 Retraillés	9 124	60 665	(328)	7 218	76 679	(1 032)	(937)	(1 969)	-	74 710
Augmentation de capital / Réduction de capital	(45)	(163)	-	-	(208)	-	-	-	-	(208)
Variation des titres autodétenus	-	-	206	-	206	-	-	-	-	206
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	(23)	-	1 394	1 371	-	-	-	-	1 371
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres au 1er semestre 2025	-	(247)	-	-	(247)	-	-	-	-	(247)
Dividendes versés au 1er semestre 2025	-	(3 328)	-	-	(3 328)	-	-	-	-	(3 328)
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mouvements liés aux paiements en actions	-	9	-	-	9	-	-	-	-	9
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	(45)	(3 752)	206	1 394	(2 197)	-	-	-	-	(2 197)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	(35)	-	-	(35)	(998)	27	(971)	-	(1 006)
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	(37)	-	-	(37)	-	37	37	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	2	-	-	2	-	(2)	(2)	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	(181)	-	(181)	-	(181)
Résultat du 1er semestre 2025	-	-	-	-	-	-	-	-	4 213	4 213
Autres variations	-	(11)	-	-	(11)	-	-	-	-	(11)
Capitaux propres au 30 juin 2025	9 079	56 867	(122)	8 612	74 436	(2 211)	(910)	(3 121)	4 213	75 528

¹ Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle.



Participations ne donnant pas le contrôle						
(en millions d'euros)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Capitaux propres	Capitaux propres consolidés
	Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
Capitaux propres au 1er janvier 2024	9 041	(192)	(16)	(208)	8 833	79 919
Impacts première application IFRS 17	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2024 Retraillés	9 041	(192)	(16)	(208)	8 833	79 919
Augmentation de capital / Réduction de capital	-	-	-	-	-	(323)
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	256
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	(65)
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres au 1er semestre 2024	(59)	-	-	-	(59)	(271)
Dividendes versés au 1er semestre 2024	(581)	-	-	-	(581)	(3 758)
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	-	-	-	-	(85)
Mouvements liés aux paiements en actions	2	-	-	-	2	8
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	(638)	-	-	-	(638)	(4 238)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	(43)	27	(16)	(16)	(431)
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	(7)	-	(7)	(7)	(6)
Résultat du 1er semestre 2024	542	-	-	-	542	4 273
Autres variations	(36)	-	-	-	(36)	(443)
Capitaux propres au 30 juin 2024	8 909	(242)	11	(231)	8 677	79 073
Augmentation de capital / Réduction de capital	-	-	-	-	-	169
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	(207)
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	(786)	-	-	-	(786)	(741)
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres au 2nd semestre 2024	(68)	-	-	-	(68)	(301)
Dividendes versés au 2nd semestre 2024	-	-	-	-	-	-
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	-	-	-	-	85
Mouvements liés aux paiements en actions	10	-	-	-	10	52
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	(844)	-	-	-	(844)	(943)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	3	24	18	42	45	1 068
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	(5)	-	(5)	(5)	(24)
Résultat du 2nd semestre 2024	525	-	-	-	525	3 881
Autres variations	202	-	-	-	202	255
Capitaux propres au 31 décembre 2024	8 794	(223)	29	(194)	8 601	83 311
Affectation du résultat 2024	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025	8 794	(223)	29	(194)	8 601	83 311
Impacts nouvelles normes	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025 Retraillés	8 794	(223)	29	(194)	8 601	83 311
Augmentation de capital / Réduction de capital	-	-	-	-	-	(208)
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	206
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	505	-	-	-	505	1 876
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres au 1er semestre 2025	(38)	-	-	-	(38)	(285)
Dividendes versés au 1er semestre 2025	(673)	-	-	-	(673)	(4 001)
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	-	-	-	-	-
Mouvements liés aux paiements en actions	-	-	-	-	-	9
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	(206)	-	-	-	(206)	(2 403)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(2)	(48)	13	(35)	(38)	(1 044)
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	(2)	-	2	2	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	(44)	-	(44)	(44)	(225)
Résultat du 1er semestre 2025	669	-	-	-	669	4 882
Autres variations	-	-	-	-	-	(11)
Capitaux propres au 30 juin 2025	9 255	(315)	42	(273)	8 982	84 511

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits de Crédit Agricole S.A.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques "Juste valeur par résultat" ou "Juste valeur par capitaux propres non recyclables" sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

Les **flux de trésorerie** nets attribuables aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement **des activités abandonnées** sont présentés dans des rubriques distinctes dans le tableau de flux de trésorerie.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.



(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024
Résultat avant impôt	6 250	5 587
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	630	574
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	14 733	7 863
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence	(77)	(90)
Résultat net des activités d'investissement	(456)	(9)
Résultat net des activités de financement	2 688	2 418
Autres mouvements	1 652	(3 167)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	19 170	7 589
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(3 674)	(21 071)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	347	(365)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(14 834)	(6 997)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	4 040	5 268
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	61	25
Impôts versés	(1 402)	(512)
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(15 462)	(23 652)
Flux provenant des activités abandonnées	-	-
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	9 958	(10 476)
Flux liés aux participations	(945)	242
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(468)	(446)
Flux provenant des activités abandonnées	-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	(1 413)	(204)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(2 430)	(4 440)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	5 352	18 859
Flux provenant des activités abandonnées	-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	2 922	14 419
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	(2 812)	(4 074)
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)	8 655	(334)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	133 144	142 584
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	160 913	177 002
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	(27 769)	(34 418)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	141 799	142 249
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	168 779	179 245
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	(26 979)	(36 996)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	8 655	(334)

* Composé du solde net du poste "Caisse, banques centrales", hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

** Composé du solde des postes "Comptes ordinaires débiteurs non douteux" et "Comptes et prêts au jour le jour non douteux" tels que détaillés en note 6.3 et des postes "Comptes ordinaires créditeurs" et "Comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 6.4 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole).

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

NOTE 1 Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés

1.1 Normes applicables et comparabilité

Sauf mention contraire, tous les montants indiqués dans le présent rapport financier sont exprimés en euros et sont indiqués en millions, sans décimale. Les arrondis au million d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non significatifs au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de Crédit Agricole S.A. au 30 juin 2025 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par Crédit Agricole S.A. pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2024 établis, en application du règlement CE n°1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite "carve out"), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de Crédit Agricole S.A. au 30 juin 2025 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. Le Groupe Crédit Agricole a fait le choix de présenter en conformité avec la norme IAS 34.8, les états financiers liés au résultat et au tableau de flux de trésorerie avec une période comparative limitée au semestre N-1 afin d'en simplifier la lecture.

Les normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2025 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2025.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Effet significatif potentiel pour le Groupe
IAS 21 / IFRS 1		
Manque d'échangeabilité d'une devise	1 ^{er} janvier 2025	Non

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

NORMES ET INTERPRÉTATIONS ADOPTÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE NON ENCORE APPLIQUÉES PAR LE GROUPE AU 30 JUIN 2025

■ IFRS 9 / IFRS 7 - Classement et évaluation des instruments financiers

Les amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7, adoptés le 27 mai 2025 et applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026 viennent notamment clarifier le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, telles que des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG), dans le cadre du test SPPI.

Ces amendements requerront des informations supplémentaires concernant les placements dans des instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et les instruments financiers assortis de caractéristiques conditionnelles.

NORMES ET INTERPRÉTATIONS NON ENCORE ADOPTÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE AU 30 JUIN 2025.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 30 juin 2025 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2025.

■ IFRS 18 - Présentation et informations à fournir dans les états financiers

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » publiée en avril 2024 remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » et sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027, sous réserve d'adoption par l'Union européenne.

La norme IFRS 18 imposera une nouvelle structure du compte de résultat et des sous-totaux obligatoires avec un classement des produits et charges dans 3 catégories : « exploitation », « investissement » et « financement » dans l'état du compte de résultat.

La norme IFRS 18 imposera également de décrire dans les notes annexes les mesures de performance définies par la Direction et utilisées dans la communication publique hors des états financiers IFRS.

Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

DÉCISIONS IFRS IC POUVANT AFFECTER LE GROUPE

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication	Effet significatif potentiel pour le Groupe
IAS 7 Classification des flux de trésorerie liés aux appels de variation de marge sur les contrats « collatéralisés au marché »	1er janvier 2025	Non
IAS 38 Reconnaissance des actifs incorporels résultant d'engagements liés au climat	1er janvier 2025	Non
IFRS 9 / IFRS 17 / IFRS 15 / IAS 37 Garanties émises sur les obligations d'autres entités	1er janvier 2025	Non
IFRS 15 Reconnaissance des revenus provenant des frais de scolarité	1er janvier 2025	Non

1.2 Principes et méthodes comptables

UTILISATION DE JUGEMENTS ET ESTIMATIONS DANS LA PREPARATION DES ETATS FINANCIERS

Etant donné leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation ;
- le comportement des assurés ;
- les changements démographiques.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Dans un environnement conflictuel et incertain, marqué par des guerres ouvertes, des tensions géopolitiques et commerciales puissantes, l'économie américaine a commencé à envoyer des signes de ralentissement, tout en affichant une inflation supérieure à l'objectif de 2% de la Réserve fédérale. Alors que la croissance de la zone euro a bien résisté, la France, ne profitant du dynamisme des exportations, a affiché une croissance faible. La désinflation s'est poursuivie autorisant la BCE à prolonger son assouplissement monétaire. Les marchés financiers, soumis à des accès de nervosité liés aux événements géopolitiques, ont largement évolué au gré de la lecture des ambitions affichées par Donald Trump mais aussi de leur faisabilité et de ses propres revirements. Les rendements à 10 ans des obligations souveraines allemands se sont légèrement redressés tout en s'accompagnant d'un resserrement des spreads offerts par les souverains « non core », notamment la France et surtout Italie. Ces différents éléments ont pu avoir un impact sur les principales estimations comptables au 30 juin 2025.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur (y compris les participations non consolidées) ;
- les passifs des contrats d'investissement sans éléments de participation discrétionnaire ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les plans de stock-options ;
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;
- la valorisation des entreprises mises en équivalence.

En particulier, l'évaluation des contrats d'assurance selon la norme IFRS 17 requiert des jugements importants. Les principales zones de jugement dans le cadre de l'application de la norme IFRS 17 par le Groupe sont les suivantes :

- l'estimation des flux de trésorerie futurs, en particulier la projection de ces flux et la détermination de la frontière des contrats ;
- la technique utilisée pour déterminer l'ajustement au titre du risque non financier ;
- l'approche adoptée pour déterminer les taux d'actualisation ;
- la définition des unités de couverture et la détermination du montant de la CSM alloué en résultat au cours de chaque période afin de refléter les services prévus aux contrats d'assurance ;
- la détermination des montants transitoires relatifs aux groupes de contrats existants à la date de transition.



Les informations au sujet de ces zones de jugement sont développées dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2024.

En ce qui concerne spécifiquement l'approche adoptée pour déterminer les taux d'actualisation, les informations quantitatives sur les taux d'actualisation mises à jour au 30 juin 2025 sont présentées ci-dessous.

Les courbes de taux utilisées pour actualiser les flux de trésorerie des contrats d'assurance sont les suivantes :

	30/06/2025						31/12/2024					
	1 an	5 ans	10 ans	15 ans	20 ans	30 ans	1 an	5 ans	10 ans	15 ans	20 ans	30 ans
Vie France												
EUR	3,14%	3,41%	3,76%	3,96%	4,00%	3,85%	3,54%	3,45%	3,57%	3,64%	3,56%	3,39%
Dommages France												
EUR	2,61%	2,82%	3,16%	3,33%	3,34%	3,26%	2,98%	2,89%	3,01%	3,08%	3,01%	2,91%
International												
EUR	2,80%	3,07%	3,42%	3,62%	3,65%	3,55%	3,26%	3,16%	3,29%	3,35%	3,28%	3,15%
USD	3,87%	3,43%	3,72%	3,96%	4,04%	3,92%	4,19%	4,02%	4,07%	4,13%	4,10%	3,83%
JPY	0,61%	0,91%	1,23%	1,64%	2,01%	2,37%	0,52%	0,77%	1,05%	1,39%	1,69%	1,98%

Le niveau des primes d'illiquidité utilisées est le suivant (en points de base) :

	30/06/2025	31/12/2024
Vie France		
EUR	121	128
Dommages France		
EUR	68	73
International		
EUR	88	100

NOTE 2 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

2.1 Principales opérations de structure

2.1.1 Amundi et Victory Capital deviennent partenaires stratégiques

Conformément au protocole d'accord annoncé le 16 avril 2024 et après avoir signé un accord définitif avec Victory Capital le 9 juillet 2024, Amundi a annoncé le 1er avril 2025 la finalisation de la transaction : les activités d'Amundi aux Etats-Unis ont été fusionnées avec Victory Capital.

En échange Amundi devient un actionnaire stratégique de Victory Capital et des accords de distribution et de services réciproques ont été mis en place pour une durée de 15 ans. Conformément à l'Accord de Contribution et à l'issue des ajustements intervenus après la finalisation de la transaction, la participation d'Amundi dans Victory Capital atteint 26 %¹ au 30 juin 2025.

Une plus-value de cession de 452,6 millions d'euros, soit 304,2 millions d'euros en Résultat net part du groupe, a été constatée dans les comptes au 30 juin 2025 correspondant à la cession des actifs et passifs d'Amundi aux Etats-Unis à Victory Capital.

Victory Capital est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence. Au 30 juin 2025 sa quote-part de résultat dans les Entreprises mises en équivalence est de 19,8 millions d'euros et sa valeur de mise en équivalence au bilan du Groupe s'élève à 1 015 millions d'euros.

2.1.2 La Banque centrale européenne autorise Crédit Agricole S.A. à accroître sa participation dans Banco BPM jusqu'à 19,9%

Le 1^{er} avril 2025, la Banque centrale européenne a autorisé Crédit Agricole S.A., dans le cadre du régime de participation qualifiée, à franchir le seuil de 10% du capital de Banco BPM S.p.A. et, par conséquent, à détenir une participation allant jusqu'à 19,9 %.

Le 3 avril 2025 Crédit Agricole S.A. a exercé son droit à la livraison en physique de l'ensemble des actions Banco BPM sous-jacentes à la position en instruments dérivés conclues au 4^e trimestre 2024 et au 1^{er} trimestre 2025. Etant donnée la participation déjà détenue par Crédit Agricole S.A. de 9,9 % au 31 décembre 2024, la position agrégée dans Banco BPM s'élève à 19,8 % au 30 juin 2025.

2.1.3 Crédit Agricole Personal Finance & Mobility finalise le projet d'entrée au capital de GAC Leasing pour soutenir la croissance des ventes de véhicules électriques du groupe GAC en Chine

Le 27 janvier 2025, Crédit Agricole Personal Finance & Mobility a annoncé avoir finalisé l'acquisition de 50 % des titres de GAC Finance Leasing Co. Ltd (GAC Leasing), qui devient Guangzhou GAC-Sofinco Finance Leasing Co Ltd. Cette opération renforce le partenariat existant depuis 2009 entre CA Personal Finance & Mobility et le groupe GAC.

La nouvelle co-entreprise propose des solutions de leasing financier et opérationnel sur le marché chinois, favorisant le déploiement des véhicules électriques en Chine. Elle opère aux côtés de GAC-Sofinco AFC, une co-entreprise existante de longue date qui propose des financements automobiles et des services dans toute la Chine.

GAC-Sofinco Finance Leasing est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence. Au 30 juin 2025 sa quote-part de résultat dans les Entreprises mises en équivalence est de 3,4 millions d'euros et sa valeur de mise en équivalence au bilan du Groupe s'élève à 257 millions d'euros.

¹ 4,8 % de droits de vote

2.2 Information portant sur le périmètre de consolidation au 30 juin 2025

Les états financiers consolidés incluent les comptes de Crédit Agricole S.A. et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, Crédit Agricole S.A. dispose d'un pouvoir de contrôle, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

2.2.1 Entités du périmètre* pour lesquelles une variation du pourcentage de contrôle ou d'intérêt est supérieure à 10% au cours du premier semestre 2025 sans modification de la méthode de consolidation

Pays / Région d'implantation	Périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole	Méthode de consolidation	Modification de périmètre (a)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	Activité (c)	% de contrôle		% d'intérêt	
						30/06/2025	31/12/2024	30/06/2025	31/12/2024
Luxembourg									
	BANQUE DEGROOF PETERCAM LUXEMBOURG SA	Globale	-	Filiale	GC	100,0	100,0	97,8	77,5
	CA INDOSUEZ FUNDS SERVICES	Globale	D1	Filiale	GC	100,0	100,0	97,8	77,5
	IMMOBILIERE CRISTAL LUXEMBOURG SA	Globale	-	Filiale	GC	100,0	100,0	97,8	77,5

2.2.2 Évolution du périmètre* ayant conduit à une modification du périmètre ou de méthode de consolidation

Pays / Région d'implantation	Périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole	Méthode de consolidation	Modification de périmètre (a)	Type d'entité et nature du contrôle (b)	Activité (c)	% de contrôle		% d'intérêt	
						30/06/2025	31/12/2024	30/06/2025	31/12/2024
Belgique									
	BANQUE DEGROOF PETERCAM LUXEMBOURG SA BRUSSELS BRANCH	Globale	S1	Succursale	GC		100,0		77,5
Chine									
	GAC SOFINCO FINANCE LEASING	Equivalence	E3	Co-entreprise	SFS	50,0	-	50,0	-
Espagne									
	RENOVALIA TRAMONTANA	Equivalence	E1	Entreprise associée	GEA	40,0	-	40,0	-
Etats-Unis									
	Amundi Asset Management US Inc	Globale	S2	Filiale	GEA	-	100,0	-	67,2
	Amundi Distributor US Inc	Globale	S2	Filiale	GEA	-	100,0	-	67,2
	Amundi Holdings US Inc	Globale	S2	Filiale	GEA	-	100,0	-	67,2
	Amundi US inc	Globale	S2	Filiale	GEA	-	100,0	-	67,2
	AMUNDI US INVESTMENT ADVISORS HOLDING LLC	Globale	E2	Filiale	GEA	100,0	-	67,2	-



AMUNDI US INVESTMENT ADVISORS	Globale	E2	Filiale	GEA	100,0	-	67,2	-
<i>CREDIT AGRICOLE SECURITIES (USA) INC., New Jersey Branch Office</i>	Globale	E2	<i>Succursale</i>	GC	100,0	-	97,8	-
VICTORY CAPITAL HOLDINGS INC	Equivalence	E3	Co-entreprise	GEA	4,8	-	17,6	-
France								
DEGROOF PETERCAM WEALTH MANAGEMENT	Globale	S4	Filiale	GC	-	100,0	-	97,8
IMEFA 165 ¹	Globale	E1	Filiale	GEA	100,0	-	100,0	-
IMEFA 199 ¹	Globale	E1	Filiale	GEA	100,0	-	100,0	-
CREDIT AGRICOLE IMMOBILIER PROPERTY MANAGEMENT	Equivalence	D1	Co-entreprise	AHM	50,0	50,0	50,0	50,0
SAS DEFENSE CB3	Juste Valeur	S3	Co-entreprise	GEA	-	25,0	-	25,0
SAS HOLDO IRIS DAHLIA	Globale	E3	Filiale	GEA	80,0	-	80,0	-
SCI NEW VELIZY ¹	Globale	E1	Filiale	GEA	99,6	-	99,6	-
Italie								
VAUGIRARD PUGLIA	Globale	E2	Filiale	GEA	100,0	-	100,0	-
WHYSOL RENEWABLES	Equivalence	E3	Entreprise associée	GEA	19,4	-	19,4	-
Luxembourg								
AMUNDI GLOBAL SERVICING	Globale	S1	Filiale	GEA	-	100,0	-	67,2
CA Indosuez Wealth (Asset Management)	Globale	S4	Filiale	GC	-	100,0	-	97,8
CAVOUR AERO SA	Juste Valeur	S2	Entreprise associée	GEA	-	40,0	-	40,0
CA INDOSUEZ FUNDS SERVICES	Globale	D1	Filiale	GC	100,0	100,0	97,8	77,5
Royaume-Uni								
Crédit Agricole CIB Holdings Ltd.	Globale	S1	Filiale	GC	-	100,0	-	97,8

Les succursales sont mentionnées en italique

¹ : OPCVM, Fonds en UC et SCI détenus par des entités d'assurance

(a) Modification de périmètre

Entrées (E) dans le périmètre :

E1 : Franchissement de seuil

E2 : Création

E3 : Acquisition (dont les prises de contrôle)



Sorties (S) du périmètre :

- S1 : Cessation d'activité (dont dissolution, liquidation)
- S2 : Société cédée au hors groupe ou perte de contrôle
- S3 : Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif
- S4 : Fusion absorption
- S5 : Transmission Universelle du Patrimoine

Divers (D) :

- D1 : Changement de dénomination sociale
- D2 : Modification de mode de consolidation
- D3 : Entité nouvellement présentée dans la note de périmètre
- D4 : Entité classée en actifs non courants en vue de la vente et activités abandonnées

(b) Type d'entité et nature du contrôle

- Filiale
- Succursale
- Entité structurée contrôlée
- Co-entreprise
- Co-entreprise structurée
- Opération en commun
- Entreprise associée
- Entreprise associée structurée

(c) Type d'activité

- BPF : Banque de proximité en France
- BPI : Banque de proximité à l'international
- GEA : Gestion de l'épargne et assurances : GEA
- GC : Grandes clientèles
- SFS : Services financiers spécialisés
- AHM : Activités hors métiers

NOTE 3 Risque de crédit

(Cf. Chapitre "Gestion des risques – Risque de crédit")

ÉVALUATION DU RISQUE DE CRÉDIT

Dans le contexte des incertitudes économiques et géopolitiques, le Groupe continue de revoir régulièrement ses prévisions macro-économiques prospectives (forward looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit.

Informations sur les scénarios macro-économiques retenus pour juin 2025

Le Groupe a utilisé quatre scénarios pour le calcul des paramètres de provisionnement IFRS 9 en production sur juin 2025 avec des projections allant jusqu'à 2028. Ces scénarios intègrent des hypothèses différenciées sur les évolutions de l'environnement international, entraînant notamment des variations dans le rythme d'inflation et des réponses de politique monétaire par les banques centrales différentes. Des pondérations distinctes sont affectées à chacun de ces scénarios. Compte tenu de la date à laquelle le scénario central a été élaboré (cf. ci-dessous), des pondérations prudentes ont été retenues ; le scénario de stress modéré incluant une hausse plus marquée des tarifs douaniers (qui couvriraient et au-delà ce qui a été imposé à l'Union Européenne lors du « Libération Day ») a été « surpondéré ».

Premier scénario : scénario "central" (pondéré à 25 %)

Le scénario central élaboré pour l'exercice IFRS 9 d'avril (hypothèses du scénario et chiffrage arrêtés le 31 mars 2025) a été réalisé juste avant les annonces de tarifs douaniers lors du « Liberation Day », rapidement suivies d'un « rétropédalage » de la part du président Trump. Le scénario central intégrait déjà des tarifs douaniers substantiels mais pas des tarifs dits « réciproques » à la hauteur de ce qui a été annoncé. La facture du protectionnisme (effets directs sur le commerce mais aussi indirects sous la forme, notamment, d'un climat dégradé empreint d'une incertitude forte) était déjà supposée élevée et susceptible de s'alourdir davantage. Le protectionnisme américain justifiait une révision des prévisions américaines en 2025 : inflation à la hausse et croissance à la baisse, révision envisagée dès décembre 2024 et confirmée lors du scénario d'avril 2025.

Un ralentissement prévisible de la croissance

Aux États-Unis, la chronologie des politiques prévues par le président Trump est propice à un scénario se déroulant en deux temps. Les politiques « pénalisantes » (droits de douane et restrictions à l'immigration), mises en œuvre rapidement puisque relevant de décrets présidentiels, se traduisent par un ralentissement de l'activité. Les dispositions favorables, comme les réductions d'impôt, nécessitent l'approbation du Congrès et peuvent stimuler la croissance mais ultérieurement. Avant les annonces du « Libération Day » du 2 avril, la croissance américaine était prévue à 1,7% en 2025, en net ralentissement par rapport à 2024 (2,8%) et en légère baisse par rapport à notre prévision de décembre 2024 (1,9%). L'inflation moyenne serait légèrement inférieure à 3% en 2025 et continuerait d'excéder la cible de la Réserve fédérale à 2 %.

Avant même les droits de douane punitifs annoncés lors du « Liberation Day », la zone euro était déjà confrontée à un double choc négatif : hausse des droits de douane (avérée ou redoutée) et montée de l'incertitude soutirant au total 0,3 point de pourcentage (pp) au taux de croissance de la zone. Notre scénario intégrait des droits de douane sectoriels et la taxation des véhicules à 25% entraînait une ponction supplémentaire de 0,1 pp. Grâce au « package » fiscal allemand laissant espérer un surplus de croissance pour l'ensemble de la zone euro, la croissance de cette dernière était attendue à 1% en 2025 puis à 1,5% en 2026 (contre 1,2% précédemment). Le durcissement de la confrontation commerciale avec les États-Unis, non inclus dans notre scénario central, faisait évidemment peser un risque baissier sur les scénarios américain et européen.

Réaction des banques centrales : réduction différée et prudente des taux directeurs

Les banques centrales devaient déjà procéder à des arbitrages délicats suggérant que la fin des assouplissements était proche. Après le « Liberation Day », l'exercice d'équilibriste risquait de se révéler encore plus périlleux pour la Fed.

Le scénario central d'avril supposait donc un assouplissement monétaire américain limité, avec deux nouvelles baisses de taux d'intérêt de 25 points de base (pb) prévues en juin et en septembre suivies d'une longue pause avec une borne haute des Fed Funds anticipée à 4%. Les risques étaient néanmoins orientés à la hausse (vers moins de deux baisses d'ici la fin de l'année). Quant à la BCE, elle devait tenir compte de l'impact dépressif des droits de douane américains mais aussi de perspectives de croissance plus solide en raison du « package » allemand. Elle devait donc rester prudente. Nous avons alors supposé une baisse de 50 pb en juin également suivie d'une longue pause (taux de dépôt à 2%). Le risque était plutôt baissier avec, notamment, la possibilité d'une baisse totale de 75 pb au cours de l'année 2025.

Taux d'intérêt à long terme : durablement plus élevés

Le pari précoce des promesses de croissance à terme et le creusement des déficits publics entraînés par les stimuli fiscaux américains mais aussi le plan de relance allemand étaient de nature à générer des pressions haussières sur les taux d'intérêt. Pour les États-Unis s'ajoutait une relative « désaffection » à l'égard de la dette américaine et du dollar.

Les prévisions situaient le taux des obligations du Trésor américain à 10 ans à 4,55% fin 2025 (+50 pb vs swap 10 ans) et le rendement du Bund à 3% (+25 pb vs swap 10 ans). Les spreads souverains subiraient de légères pressions (spread OAT et BTP à 10 ans vs Bund à respectivement 70 et 110 pb), l'euro s'apprécie à 1,13 face au dollar.

Deuxième scénario : scénario "adverse modéré" (pondéré à 51 %)

Hypothèses en amont - Guerre commerciale et inflation énergétique entament la confiance

Les Etats-Unis imposent des droits de douane de 25% et 60% sur les biens respectivement importés de l'UE et de Chine. Cette guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine affecte la demande adressée à la zone euro. La rétention d'offre américaine de GNL, en rétorsion à la fermeté commerciale de l'UE, tire les prix à la hausse provoquant un nouveau sursaut inflationniste. Un problème d'approvisionnement en GNL survient donc précocement et pénalise l'Europe. Le rebond de l'inflation énergétique engendre une baisse de la croissance sans assouplissement monétaire « volontariste » de la BCE.

Déclenchement des chocs

La poursuite et l'intensification de la guerre commerciale se traduisent par un affaiblissement de la croissance et, notamment, par une baisse de la demande adressée à la zone euro. En raison des droits de douane US (portés à 25%), le taux de croissance annuel moyen des exportations en volume de la zone euro baisse de 0,5 point de pourcentage (pp) sur la période 2025-2028. Ce seul choc ampute le taux de croissance annuel du PIB en volume de 0,3 pp en moyenne sur la même période.

Un problème d'approvisionnement européen en GNL entraîne une hausse du prix du gaz et de l'électricité. Au sortir de l'hiver, les stocks de GNL sont inhabituellement bas (inférieurs à 25% des capacités) obligeant les pays européens à se réapprovisionner massivement avant le prochain hiver. Les Etats-Unis décident de « jouer cavalier seul » et de conserver leur production pour satisfaire leurs propres besoins à bas coût. L'Asie, désormais engagée sur la voie d'une moindre consommation de charbon, ne substitue pas le charbon au gaz dans sa production d'électricité, contrairement à ce qu'elle a pu faire en 2022. Les capacités de production augmentent insuffisamment au regard de l'augmentation de la demande mondiale. Il s'ensuit une concurrence entre l'Asie et l'Europe pour l'approvisionnement gazier au S2-2025 (hiver rigoureux en perspective). Cela se traduit par une hausse du prix du gaz de 50% en Europe (prix annuel moyen en 2025 à 59€/MWh versus 48€ dans le central) et répercussion sur le prix de l'électricité (137€/MWh versus 115€ dans le central). Cette hausse de l'inflation est certes importante mais ponctuelle en zone euro (+ 0,4 pp en 2026 ; effet plus sensible en Italie et en Allemagne).

Répercussions économiques et financières

Remontée ponctuelle de l'inflation et des taux d'intérêt en zone euro. Le pouvoir d'achat des ménages et la consommation privée sont en baisse alors que les coûts de production des entreprises, surtout dans le secteur industriel, croissent. L'activité se dégrade et la zone euro enregistre un recul de la croissance : perte annuelle moyenne de 0,4 pp de croissance par rapport au scénario central.

Réponses des banques centrales et taux à long terme

Les banques centrales restent attentistes face à ce choc d'inflation supposé temporaire. Elles maintiennent donc inchangés les taux directeurs fin 2025 avant d'entamer un assouplissement timide en 2026 puis se mettent « sur en pause ».

Les spreads souverains de la zone euro s'élargissent modestement : repli de la croissance, impact mécanique sur les ratios de dette/PIB, risques de dépenses supplémentaires (dont militaires), défiance des investisseurs. A fin 2025, l'UST 10 ans atteint 4,75% (+ 50 pb vs swap 10 ans), le Bund 3% (+ 40 pb vs swap 10 ans). Les spreads OAT et BTP (10 ans) vs Bund s'établissent respectivement à 80 et 140 pb. L'euro s'apprécie davantage face au dollar à 1,15.

Troisième scénario : scénario "favorable" (pondéré à 1 %)

Hypothèses en amont - Un « boost de croissance » grâce au bazooka allemand

Ce scénario suppose une mise en place rapide et efficace du plan d'investissements allemand : 500 Mds € sur douze ans, soit 42 Mds € par an dédiés à des dépenses d'infrastructures (énergie, transports, écoles, numérique). L'impulsion budgétaire stimule de nombreux secteurs industriels en Allemagne mais aussi en Europe : effet d'entraînement significatif sur les membres de l'Union, en particulier sur la France.

Le plan de relance allemand validé par le Bundestag à la mi-mars réussit à mobiliser rapidement et efficacement 42 Mds € (1% du PIB) de dépenses publiques par ans auprès des états fédéraux et des collectivités locales. Ce dernier devrait booster les investissements en infrastructures conduisant à une relance industrielle d'envergure sans susciter d'inflation en début de période. Il s'accompagne d'un assouplissement du frein à la dette : les dépenses liées à l'Ukraine et à la défense sont exonérées des règles budgétaires allemandes. Les régions allemandes peuvent dorénavant s'endetter à hauteur de 0,35% de leur PIB pour investir dans la rénovation des infrastructures et la sécurité.

Par ailleurs, la Banque Publique d'Investissement, la KfW, est pleinement mobilisée pour faciliter le financement des différents intervenants.

Impacts économiques et financiers

L'industrie européenne connaît un redressement marqué grâce à la multiplication des projets d'investissements notamment en Allemagne, en Italie et en France. Une augmentation significative de l'investissement provoque une nette amélioration des perspectives de croissance (climat économique et confiance en hausse) favorable à l'investissement privé et à la consommation : le surplus de croissance pour l'ensemble de la zone euro est attendu à 0,4 point de pourcentage par an en moyenne sur la période 2025-2028.

En Allemagne, la réforme du frein à l'endettement permet une impulsion budgétaire beaucoup plus forte que dans les autres pays européens. Bien qu'exclus des calculs (déficit et dette sur PIB) en raison de la clause dérogatoire, les déficits publics en Allemagne, en Italie et en France augmentent, engendrant une détérioration significative des ratios de dette publique sur PIB.

L'inflation remonte marginalement (dépenses d'investissement plutôt que de consommation). En zone euro, cela se traduit par une hausse de seulement 0,1 point de pourcentage, en moyenne annuelle, par rapport au scénario central 2025-2028.

Réponses des Banques centrales, taux d'intérêt et autres actifs

Du côté de la BCE, l'absence d'emballement de l'inflation lui permet de patienter avant de procéder à un premier resserrement très modéré fin 2026. Points clés :

- Hausse modérée des taux de swap avec une pente un peu plus forte que dans le central (l'ampleur de la relance budgétaire pourrait stimuler la croissance et raviver à terme des tensions inflationnistes).
- Légère hausse des taux souverains sans écartement des spreads (accroissement des déficits, suffisamment contenu pour ne pas inquiéter les marchés financiers ; espoirs de croissance et de stabilisation des ratios dette/PIB).
- Marchés actions européens mieux orientés que dans le central.

Quatrième scénario : scénario "adverse sévère" (Scénario ICAAP élaboré en juillet 2024 ; pondéré à 23 %)

Hypothèses en amont - Tensions inflationnistes en amont et événements climatiques extrêmes catalyseurs des anticipations de marché.

Plusieurs sources d'inflation se cumulent dans ce scénario « extrême » : contrôle de l'offre de pétrole de la part de l'OPEP+ visant à maintenir un prix un peu supérieur à 100 \$/baril ; des tensions au Moyen-Orient (perturbations du canal de Suez) ; impact sur l'inflation américaine des droits de douane imposés par les Etats-Unis (10% sur tous les biens quelle que soit la provenance ; 60% sur tous les biens importés de Chine).

Nos hypothèses intègrent une hausse du prix de l'énergie et des tensions sur les prix alimentaires, respectivement, +15% et +5% sur 12 mois en moyenne en 2025. Cela se répercute sur l'inflation non-core, en forte hausse. L'inflation totale en zone euro avoisine les 4% en 2025 (inflation core quasiment inchangée en 2025). Aux Etats-Unis, l'inflation totale se rapproche de 5% en 2025. Au choc en amont s'ajoute celui imposé par la hausse des tarifs douaniers qu'on estime à 1 point de pourcentage sur l'inflation. L'inflation en zone euro se dissipe progressivement en 2026 (pas d'effet de second tour). Avec une inflation à 3% en début d'année, la désinflation sur l'énergie et l'alimentation permet peu à peu d'atteindre 1,5% en fin d'année tandis que l'inflation moyenne s'établit autour de 2,3%.

A ces chocs s'adjoint un ajustement très brutal des marchés financiers pour lesquels on retient le scénario développé par l'ACPR. Ces derniers anticipent la mise en œuvre rapide de réglementations du type « taxe carbone », susceptibles d'affecter substantiellement les conditions financières des entreprises des zones concernées (US et UE) ou les zones qui y exportent (UK, Japon). Cela se traduit par une forte dévalorisation des actifs les plus exposés au risque de transition (les plus émetteurs de gaz à effet de serre) dès le 2nd semestre 2025.

Impacts économiques

Ces facteurs combinés se traduisent par une forte révision à la baisse de la croissance en 2025 en raison des impacts mécaniques liés à l'inflation sur le pouvoir d'achat mais aussi au choc issu de la forte correction des marchés financiers (choc de confiance et dévalorisation des patrimoines financiers nets). La croissance recule nettement en zone euro et aux Etats-Unis. Une reprise très graduelle se dessine à partir de 2026.

Réaction des banques centrales, taux d'intérêt et autres actifs

Ce scénario intègre la fin de l'assouplissement monétaire de la BCE et de la Fed prévu dans le scénario central. L'inflation étant due à des chocs supposés ponctuels, les banques centrales n'entament pas de resserrement monétaire en 2025 (faiblesse anticipée de la demande, moindre risque de diffusion, pas de risque de spirale prix-)

salaires et baisse des marchés financiers ; in fine, on assiste à des chocs violents sur la croissance et l'emploi). L'assouplissement prévu dans le scénario central est différé à 2026. Les pays ne disposent pas de paires-feux budgétaires pour atténuer les effets dépressifs de l'inflation sur la croissance.

Les taux directeurs restent figés en 2025 au niveau prévu fin 2024 dans le scénario central (i.e. taux des Fed Funds et de dépôt de la BCE à respectivement 5,00% et 3,25%). La BCE entame une baisse de 75 pb des taux directeurs en 2026. Les taux de swap 2 ans et 10 ans remontent en zone euro tandis que les taux souverains se redressent sensiblement, avec un écartement des spreads France et Italie à 140 et 220 pb par rapport au Bund. Les spreads corporate s'écartent selon les hypothèses ACPR. Les marchés actions sont touchés par des pertes massives : en moyenne annuelle on observe des baisses par rapport à 2024 de -34% sur l'Eurostoxx 50, de -36% sur le CAC 40, et de -35% sur le SP500).

Focus sur l'évolution des principales variables macroéconomiques dans les 4 scénarios :

	Réf.	Scénario central					Adverse modéré					Favorable					Adverse sévère				
	2024	2025	2026	2027	2028	2025	2026	2027	2028	2025	2026	2027	2028	2025	2026	2027	2028				
Zone euro																					
PIB réel - variation moyenne annuelle	0,9	1,0	1,5	1,6	1,6	0,7	0,4	1,4	1,5	1,3	1,9	2,0	2,0	-2,0	-1,6	1,0	1,0				
Taux de chômage - moyenne annuelle	6,4	6,4	6,3	6,3	6,2	6,4	6,6	6,7	6,5	6,4	6,2	6,1	6,0	7,8	8,4	8,1	8,1				
Inflation (HICP) - moyenne annuelle	2,4	2,1	1,8	1,9	2,0	2,0	2,2	1,6	1,6	2,1	2,0	2,1	2,2	4,0	2,3	2,2	2,2				
France																					
PIB réel - variation moyenne annuelle	1,1	0,8	1,4	1,6	1,6	0,0	0,6	1,4	1,6	1,3	1,9	2,1	2,1	-1,9	-1,4	1,1	1,1				
Taux de chômage - moyenne annuelle	7,4	7,7	7,8	7,7	7,6	7,9	8,1	8,0	7,9	7,5	7,5	7,3	7,2	9,1	10,3	9,3	9,3				
Inflation (HICP) - moyenne annuelle	2,0	1,1	1,3	1,7	2,1	1,1	1,6	1,4	1,7	1,2	1,5	1,9	2,3	3,5	1,8	1,9	1,9				
OAT 10 ans - fin d'année	3,19	3,71	3,80	4,00	4,00	3,80	3,70	3,85	3,85	3,70	3,80	3,85	3,85	5,20	3,90	3,50	3,50				

Analyse de sensibilité des scénarios macro-économiques dans le calcul des provisions IFRS9 (ECL Stage 1 et 2) sur la base des paramètres centraux

Variation d'ECL d'un passage à 100 % du scénario (périmètre Crédit Agricole S.A.)			
Scénario central	Adverse modéré	Adverse sévère	Scénario favorable
-16%	-7%	+33%	-20%

Cette sensibilité sur les ECL définis selon les paramètres centraux peut faire l'objet d'ajustements au titre des forward looking locaux qui, le cas échéant, pourraient la réduire ou l'augmenter.

Concernant l'ensemble des scénarios

Pour tenir compte des particularités locales (liées à la géographie ou à certains métiers), certaines entités du Groupe complètent les scénarios macroéconomiques définis au niveau central par des hypothèses spécifiques (forward looking locaux).

À fin juin 2025, en tenant compte des hypothèses économiques locales, les provisions des encours sains et dégradés (Stage 1/Stage 2) représentaient 35% du total des provisions du groupe Crédit Agricole S.A., tandis que celles du défaut (Stage 3) en représentaient 65%.

Et la part du coût du risque attribuable aux expositions en stage 1 et stage 2 s'établit à -11%, tandis que celle relative au stage 3 (risque avéré dont Risques & Charges) s'élève à 111%.

3.1 Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI : TITRES DE DETTES

(en millions d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes					
Au 31 décembre 2024	88 424	(95)	185	(12)	501	(33)	89 110	(139)	88 971
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	(1 022)	-	1 022	(2)	-	-	-	(2)	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	(1 027)	-	1 027	(2)	-		-	(2)	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	5	-	(5)	-	-		-	-	
Transferts vers Stage 3 ¹	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	87 402	(95)	1 207	(14)	501	(33)	89 110	(141)	88 971
Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes	(1 627)	-	32	2	(13)	1	(1 608)	3	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... ²	24 775	(15)	69	(5)	-		24 845	(21)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(23 588)	15	(24)	5	(12)	-	(23 624)	20	
Passages à perte						-	-	-	
Modifications des flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	(1)	-	-	-	-	-	(1)	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		(5)		3		-	-	(2)	
Changements dans le modèle / méthodologie		(4)		-		-	-	(4)	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres ³	(2 815)	10	(13)	-	(1)	1	(2 828)	11	
Total	85 775	(94)	1 239	(11)	488	(32)	87 503	(137)	87 365
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) ⁴	309		1		-		311		
Au 30 juin 2025	86 085	(94)	1 240	(11)	488	(32)	87 813	(137)	87 676
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

¹ Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

² Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

³ Les éléments sur la ligne « Autres » sont principalement les écarts de conversion.

⁴ Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif)



ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI : PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT (HORS OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE)

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)				Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes			
(en millions d'euros)									
Au 31 décembre 2024	149 272	(65)	230	(6)	469	(420)	149 970	(491)	149 479
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	(90)	-	90	(1)	-	-	-	(1)	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	(90)	-	90	(1)			-	(1)	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-			-	-	
Transferts vers Stage 3 ¹	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	149 182	(65)	319	(7)	469	(420)	149 970	(492)	149 479
Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes	1 629	(15)	(12)	(2)	(62)	53	1 554	36	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... ²	35 531	(10)	177	(5)			35 709	(15)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(33 672)	12	(192)	9	(22)	22	(33 886)	43	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications des flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	(2)	-	-	-	-	-	(2)	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		(18)		-		(3)	-	(22)	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		(4)		-	-	(4)	
Variations de périmètre	11	-	-	-	-	-	11	-	
Autres ³	(241)	2	2	(1)	(40)	34	(279)	36	
Total	150 812	(80)	307	(9)	406	(367)	151 525	(456)	151 069
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) ⁴	(176)		-		4		(172)		
Au 30 juin 2025	150 636	(80)	307	(9)	410	(367)	151 353	(456)	150 897
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

¹ Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

² Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

³ Les éléments sur la ligne « Autres » sont principalement les écarts de conversion.

⁴ Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif) les variations des créances rattachées.



ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI : PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

(en millions d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2024	478 828	(1 009)	65 923	(2 426)	12 935	(6 151)	557 686	(9 585)	548 101
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	(10 205)	(64)	8 053	180	2 152	(639)	-	(523)	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	(21 086)	55	21 086	(369)			-	(315)	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	11 667	(131)	(11 667)	331	-	-	-	200	
Transferts vers Stage 3 ¹	(873)	15	(1 713)	247	2 587	(733)	-	(471)	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	87	(3)	348	(29)	(435)	94	-	63	
Total après transferts	468 624	(1 073)	73 976	(2 246)	15 086	(6 790)	557 686	(10 109)	547 577
Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes	3 060	12	(2 846)	(9)	(2 899)	717	(2 684)	720	
Nouvelle production : achat, octroi, origination.... ²	122 506	(370)	10 718	(645)			133 224	(1 015)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(111 797)	291	(12 279)	554	(1 716)	417	(125 792)	1 261	
Passages à perte					(987)	858	(987)	858	
Modifications des flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	(8)	-	(4)	2	(12)	2	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période ⁴		109		(21)		(729)	-	(640)	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		30		-	-	30	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres ⁵	(7 648)	(18)	(1 278)	73	(191)	169	(9 116)	224	
Total	471 684	(1 061)	71 130	(2 255)	12 188	(6 073)	555 002	(9 388)	545 614
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) ³	54		(70)		824		809		
Au 30 juin 2025 ⁶	471 738	(1 061)	71 061	(2 255)	13 012	(6 073)	555 811	(9 388)	546 422
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

¹ Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

² Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

³ Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

⁴ Concernant le Stage 3, cette ligne correspond à l'évolution de l'appréciation du risque de crédit sur les dossiers déjà en défaut.

⁵ Les éléments sur la ligne « Autres » sont principalement les écarts de conversion, ainsi que dans une moindre mesure des variations de valeur dont la ventilation n'a pu être effectuée.

⁶ Au 30 juin 2025, le stage 3 intègre les actifs dépréciés de Crédit Agricole Italia acquis de Credito Valtellinese pour une valeur comptable brute de 292 millions d'euros et une correction de valeur pour pertes de 154 millions d'euros, soit une valeur nette comptable de 138 millions d'euros.

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES : TITRES DE DETTES

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)				Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes		
(en millions d'euros)								
Au 31 décembre 2024	214 600	(184)	2 894	(24)	-	(1)	217 495	(209)
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	(1 272)	1	1 268	(5)	-	-	(4)	(4)
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	(1 287)	1	1 283	(5)			(4)	(4)
Retour de Stage 2 vers Stage 1	15	-	(15)	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 ¹	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	213 328	(183)	4 163	(29)	-	(1)	217 491	(213)
Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes	4 955	(50)	149	(5)	-	-	5 104	(55)
Réévaluation de juste valeur sur la période	(290)		(19)		-		(309)	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... ²	28 499	(27)	504	(10)			29 003	(37)
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(22 182)	16	(277)	7	-	-	(22 459)	22
Passages à perte					-	-	-	-
Modifications des flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	1	1	(1)	(1)	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		(41)		(1)		-	-	(42)
Changements dans le modèle / méthodologie		-		(1)		-	-	(1)
Variations de périmètre	593	-	-	-	-	-	593	-
Autres ³	(1 666)	1	(58)	1	-	-	(1 724)	2
Total	218 283	(234)	4 312	(34)	-	(1)	222 595	(268)
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) ⁴	(96)		22		-		(74)	
Au 30 juin 2025	218 187	(234)	4 333	(34)	-	(1)	222 521	(268)
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-	

¹ Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

² Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

³ Les éléments sur la ligne « Autres » sont principalement les écarts de conversion

⁴ Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes).



ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT (HORS OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE)

	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)				Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes			
(en millions d'euros)									
Au 31 décembre 2024	193 206	(192)	13 727	(331)	569	(82)	207 502	(605)	206 897
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	(5 978)	-	5 929	(34)	49	(14)	-	(48)	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	(8 512)	11	8 512	(68)			-	(56)	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	2 539	(12)	(2 539)	26			-	15	
Transferts vers Stage 3 ¹	(6)	-	(52)	8	59	(14)	-	(6)	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	1	-	9	-	(10)	-	-	-	
Total après transferts	187 228	(192)	19 656	(365)	618	(96)	207 502	(652)	206 849
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	2 737	29	(1 269)	85	(55)	9	1 413	124	
Nouveaux engagements donnés ²	70 512	(236)	3 812	(308)			74 324	(544)	
Extinction des engagements	(60 559)	254	(4 428)	326	(141)	18	(65 129)	598	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications des flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	(5)	-	(5)	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		9		(23)		(10)		(24)	
Changements dans le modèle / méthodologie		1		75		-		76	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres ³	(7 216)	1	(653)	17	91	2	(7 777)	19	
Au 30 juin 2025	189 965	(163)	18 387	(279)	563	(86)	208 915	(528)	208 387

¹ Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

² Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

³ Les éléments sur la ligne « Autres » sont principalement les écarts de conversion.



ENGAGEMENTS DE GARANTIE (HORS OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE)

	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
(en millions d'euros)									
Au 31 décembre 2024	207 371	(78)	8 260	(175)	906	(320)	216 538	(573)	215 965
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	(1 264)	(4)	1 205	5	59	(6)	-	(5)	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	(2 667)	4	2 667	(10)			-	(7)	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	1 404	(8)	(1 404)	12			-	4	
Transferts vers Stage 3 ¹	(2)	-	(58)	4	59	(6)	-	(3)	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	206 107	(82)	9 466	(170)	965	(326)	216 538	(578)	215 960
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	(9 123)	9	(36)	(9)	(122)	29	(9 280)	29	
Nouveaux engagements donnés ²	232 219	(48)	1 815	(82)			234 033	(130)	
Extinction des engagements	(224 597)	47	(1 731)	58	(100)	35	(226 429)	141	
Passages à perte					(8)	8	(8)	8	
Modifications des flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	1	-	-	-	-	-	1	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		7		12		(34)	-	(15)	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		4		-	-	4	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres ³	(16 744)	1	(119)	-	(14)	19	(16 877)	20	
Au 30 juin 2025	196 984	(73)	9 430	(178)	844	(297)	207 257	(549)	206 708

¹ Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

² Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

³ Les éléments sur la ligne « Autres » sont principalement les écarts de conversion.

3.2 Expositions au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation pour les actifs financiers non évalués à la juste valeur par résultat (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions de Crédit Agricole S.A. au risque souverain sont les suivantes :

ACTIVITÉ BANCAIRE

30/06/2025	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
(en millions d'euros)							
Allemagne	-	27	345	-	372	-	372
Arabie Saoudite	-	-	-	1 292	1 292	-	1 292
Argentine	-	-	-	20	20	-	20
Belgique	244	-	320	1 423	1 987	59	2 046
Brésil	51	-	188	76	315	-	315
Chine	322	-	-	324	646	-	646
Egypte	5	-	374	418	797	-	797
Espagne	826	4	50	1 804	2 684	(134)	2 550
Etats-Unis	10 103	-	179	3 303	13 585	126	13 711
France	2 160	16	2 820	12 555	17 551	289	17 840
Hong Kong	113	-	-	865	978	4	982
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	646	-	2 841	5 381	8 868	(44)	8 824
Japon	1 184	-	1 320	1 665	4 169	(5)	4 164
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	990	315	1 305	-	1 305
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taiwan	-	-	9	61	70	-	70
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	119	701	820	-	820
Autres pays souverains	5 448	4	1 272	6 562	13 285	(5)	13 281
TOTAL	21 102	51	10 827	36 765	68 744	290	69 035

31/12/2024	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
(en millions d'euros)							
Allemagne	-	32	30	-	62	-	62
Arabie Saoudite	4	-	-	1 463	1 467	-	1 467
Argentine	-	-	-	23	23	-	23
Belgique	-	80	301	1 318	1 699	48	1 747
Brésil	27	-	117	82	226	-	226
Chine	195	-	-	146	341	-	341
Egypte	2	-	436	364	802	-	802
Espagne	2 090	10	70	1 935	4 105	(29)	4 076
Etats-Unis	11 275	-	149	2 652	14 076	209	14 285
France	-	529	2 575	12 948	16 052	185	16 237
Hong Kong	133	-	-	1 121	1 254	7	1 261
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	3 487	5 147	8 634	(43)	8 591
Japon	1 085	-	1 463	2 137	4 685	(7)	4 678
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	1 019	299	1 318	-	1 318
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taiwan	-	-	9	3	12	-	12
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	118	925	1 043	-	1 043
Autres pays souverains	3 959	6	1 330	6 101	11 396	(10)	11 386
Total	18 770	657	11 104	36 664	67 195	360	67 555

ACTIVITÉ D'ASSURANCE

Pour l'activité assurance, l'exposition à la dette souveraine est présentée en valeur nette de dépréciation, brute de couverture et correspond à une exposition avant application des mécanismes propres à l'assurance vie de partage entre assureurs et assurés.

Expositions brutes	30/06/2025	31/12/2024
(en millions d'euros)		
Allemagne	288	311
Arabie Saoudite	-	-
Argentine	7	7
Belgique	4 353	4 595
Brésil	4	5
Chine	1	-
Egypte	-	-
Espagne	7 813	7 776
Etats-Unis	65	67
France	37 458	36 286
Hong Kong	115	118
Israël	82	81
Italie	8 411	8 042
Japon	142	144
Liban	-	-
Pologne	217	201
Royaume-Uni	5	3
Russie	-	-
Taiwan	-	-
Turquie	7	8
Ukraine	3	3
Autres pays souverains	1 884	1 829
TOTAL	60 855	59 476

NOTE 4 Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

4.1 Produits et charges d'intérêts

(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024
Sur les actifs financiers au coût amorti	23 954	27 805
Opérations avec les établissements de crédit	4 559	6 773
Opérations internes au Crédit Agricole	6 038	6 951
Opérations avec la clientèle	11 045	11 898
Opérations de location-financement	1 133	1 076
Titres de dettes	1 179	1 108
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 813	2 446
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Titres de dettes	2 813	2 446
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	1 680	2 779
Autres intérêts et produits assimilés	59	48
PRODUITS D'INTÉRÊTS ^{1 2 4}	28 506	33 078
Sur les passifs financiers au coût amorti	(18 753)	(22 688)
Opérations avec les établissements de crédit	(2 093)	(3 232)
Opérations internes au Crédit Agricole	(1 623)	(1 841)
Opérations avec la clientèle	(9 765)	(11 897)
Opérations de location-financement	(238)	(232)
Dettes représentées par un titre	(4 858)	(5 295)
Dettes subordonnées	(175)	(191)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(2 233)	(3 033)
Autres intérêts et charges assimilées	(89)	(33)
CHARGES D'INTÉRÊTS ^{3 4}	(21 075)	(25 754)

¹ Dont 95 millions d'euros sur créances dépréciées (Stage 3) au 30 juin 2025 contre 133 millions d'euros au 30 juin 2024.

² Dont 0 million d'euros d'intérêts négatifs sur des passifs financiers au 30 juin 2025 (1 million d'euros au 30 juin 2024).

³ Dont 0 million d'euros d'intérêts négatifs sur des actifs financiers au 30 juin 2025 (-13 millions d'euros au 30 juin 2024).

⁴ Au 30 juin 2024, un produit de 561 millions d'euros et une charge de 434 millions d'euros auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilées ». Ceux-ci ont été enregistrés en produits et charges de commissions (Cf. note 4.2 des présents comptes consolidés). Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 30 juin 2024.

4.2 Produits et charges de commissions

(en millions d'euros)	30/06/2025			30/06/2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	25	(46)	(21)	190	(55)	135
Sur opérations internes au Crédit Agricole	58	(22)	36	617	(462)	155
Sur opérations avec la clientèle	970	(252)	717	859	(178)	682
Sur opérations sur titres	63	(166)	(103)	24	(159)	(135)
Sur opérations de change	26	(21)	6	21	(19)	1
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	242	(99)	143	214	(133)	81
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	2 295	(995)	1 300	2 103	(826)	1 277
Gestion d'OPC, fiducie et activités analogues	3 336	(1 019)	2 317	3 180	(931)	2 249
TOTAL PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS ¹	7 016	(2 621)	4 395	7 209	(2 764)	4 446

¹ Au 30 juin 2024, les commissions intègrent un produit de 561 millions d'euros et une charge de 434 millions d'euros au titre de la marge collecte, qui auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilées ». Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 30 juin 2024.

Les produits de commissions des « opérations sur la clientèle », des « opérations sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers » ainsi que de la « Gestion d'OPC, fiducie et activités analogues » sont portés majoritairement par les activités de Gestion de l'épargne et Assurances.

4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024
Dividendes reçus	1 293	978
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	1 609	(1 148)
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	1 666	(493)
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	1 766	2 023
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	(43)	(171)
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	1 076	2 655
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option ¹	(2 284)	(402)
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	1 782	2 446
Résultat de la comptabilité de couverture	(8)	30
GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	6 857	5 918

¹ Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option (sauf exception permise par la norme pour éliminer ou réduire une non-concordance en compte de résultat).

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2025		
	Profits	Pertes	Net
Couverture de juste valeur	4 653	(4 662)	(9)
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	2 442	(2 135)	307
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	2 211	(2 527)	(316)
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	8 065	(8 064)	1
Variations de juste valeur des éléments couverts	4 679	(5 619)	(940)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	3 386	(2 445)	941
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	-	-	-
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-
TOTAL RÉSULTAT DE LA COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	12 718	(12 726)	(8)

(en millions d'euros)	30/06/2024		
	Profits	Pertes	Net
Couverture de juste valeur	5 977	(5 977)	-
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	3 295	(2 409)	886
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	2 682	(3 568)	(886)
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	10 673	(10 642)	31
Variations de juste valeur des éléments couverts	6 633	(7 505)	(872)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	4 040	(3 137)	903
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	-	(1)	(1)
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	(1)	(1)
TOTAL RÉSULTAT DE LA COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	16 650	(16 620)	30

Pour rappel, les différentes typologies de couverture sont les suivantes :

- Couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

Le Groupe applique, conformément à nos Principes et Méthodes Comptables pour la couverture de juste valeur d'un portefeuille d'éléments de taux d'intérêt, d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers, la norme IAS 39 tel qu'adoptée par l'Union européenne (version carve-out). Les dispositions de la norme permettent notamment d'inclure les dépôts à vue faiblement ou non rémunérés dans cette relation de couverture.

- Couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

- Couverture d'un investissement net en devise

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

Crédit Agricole S.A. n'a pas constaté de déqualification significative dans le cadre du 1er semestre 2025.

4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables ¹	(308)	(364)
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	203	136
GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES	(105)	(228)

¹ Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.9 "Coût du risque".

4.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024
Titres de dettes	14	27
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
Gains résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	14	27
Titres de dettes	(45)	(91)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	(2)	(1)
Pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	(47)	(92)
GAINS OU PERTES NETS RÉSULTANT DE LA DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI ¹	(33)	(66)

¹ Hors résultat sur décomptabilisation d'instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.9 "Coût du risque".

4.6 Produits (charges) nets des autres activités

(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	138	82
Produits nets des immeubles de placement	102	(38)
Autres produits (charges) nets	200	132
PRODUITS (CHARGES) DES AUTRES ACTIVITÉS	441	177

4.7 Charges générales d'exploitation

(en millions d'euros)	30/06/2025			30/06/2024		
	Charges générales d'exploitation ¹ (a)	Frais rattachables aux contrats d'assurance (affectés en PNB) (b)	Total Charges générales d'exploitation de la période (c) = (a) + (b)	Charges générales d'exploitation ¹ (a)	Frais rattachables aux contrats d'assurance (affectés en PNB) (b)	Total Charges générales d'exploitation de la période (c) = (a) + (b)
Charges de personnel	(5 000)	(45)	(5 045)	(4 733)	(42)	(4 775)
Impôts, taxes et contributions réglementaires	(321)	(29)	(349)	(346)	(24)	(370)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(2 166)	(309)	(2 475)	(2 059)	(290)	(2 350)
Frais engagés pour la distribution des contrats d'assurance	425	(425)	-	422	(422)	-
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	(7 061)	(808)	(7 869)	(6 715)	(779)	(7 495)

¹ Montants correspondant à la rubrique "Charges générales d'exploitation" du Compte de résultat.

4.8 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

	30/06/2025			30/06/2024		
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations ²	Frais rattachables aux contrats d'assurance (affectés en PNB)	Total Dotations aux amortissements et aux dépréciations de la période (c) = (a) + (b)	Dotations aux amortissements et aux dépréciations ²	Frais rattachables aux contrats d'assurance (affectés en PNB)	Total Dotations aux amortissements et aux dépréciations de la période (c) = (a) + (b)
(en millions d'euros)	(a)	(b)	(c) = (a) + (b)	(a)	(b)	(c) = (a) + (b)
Dotations aux amortissements	(628)	(30)	(658)	(577)	(32)	(609)
Immobilisations corporelles ¹	(356)	(3)	(359)	(343)	(3)	(346)
Immobilisations incorporelles	(272)	(27)	(299)	(234)	(29)	(263)
Dotations (reprises) aux dépréciations	(2)	-	(2)	3	-	3
Immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	(2)	-	(2)	3	-	3
DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DÉPRÉCIATIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	(630)	(30)	(660)	(574)	(32)	(606)

¹ Dont -184 millions d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation au 30 juin 2025 contre -169 millions d'euros au 30 juin 2024.

² Montants correspondant à la rubrique "Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles" du Compte de résultat.

4.9 Coût du risque

(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Stage 1 et Stage 2) (A)	90	20
Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	(33)	(36)
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>	(4)	(2)
<i>Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti</i>	(61)	(14)
<i>Engagements par signature</i>	31	(20)
Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	124	55
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>	(6)	-
<i>Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti</i>	98	44
<i>Engagements par signature</i>	32	12
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Stage 3) (B)	(825)	(828)
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>	-	13
<i>Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti</i>	(814)	(787)
<i>Engagements par signature</i>	(11)	(54)
Autres actifs (C)	-	(1)
Risques et charges (D)	(9)	33
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (E) = (A)+(B)+(C)+(D)	(744)	(776)
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	(11)
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	5	(12)
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(191)	(129)
Récupérations sur prêts et créances	113	146
<i>comptabilisés au coût amorti</i>	113	146
<i>comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>	-	-
Décotes sur crédits restructurés	(12)	(19)
Pertes sur engagements par signature	(1)	(1)
Autres pertes	(24)	(21)
Autres produits	-	-
COÛT DU RISQUE	(855)	(824)

4.10 Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	4	27
Plus-values de cession	6	37
Moins-values de cession	(2)	(9)
Résultat de cession sur participations consolidées	453	-
Plus-values de cession	453	-
Moins-values de cession	-	-
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement d'entreprises	(1)	(18)
GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS	456	9

4.11 Impôts

Le taux effectif d'impôt du 1^{er} semestre 2025 ressort à 22,2% sur la base d'un résultat avant impôt positif de 6 173 millions d'euros (avant résultat des sociétés mises en équivalence, dépréciation des écarts d'acquisition et résultat des activités abandonnées) contre 23,9% au 1^{er} semestre 2024.

Dans le cadre de la Loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 milliard d'euros ou 3 milliards d'euros.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 milliards d'euros, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont celui-ci est supérieur à 3 milliards d'euros, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 milliard d'euros ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale de 3,3%) au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024). Compte tenu des normes IAS 12 et IAS 34, la quote-part de contribution exceptionnelle assise sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice 2024 doit être immédiatement comptabilisée en résultat en « Impôts sur les bénéfices ».

Au titre de la Loi de finances 2025, Crédit Agricole S.A. est assujetti à cette contribution exceptionnelle à hauteur de 41,2%.

La contribution exceptionnelle comptabilisée au 30 juin 2025 s'élève à 153 millions d'euros dont 102 millions d'euros au titre de l'exercice 2024.

4.12 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		
Gains et pertes sur écarts de conversion	(1 252)	133
Ecart de réévaluation de la période	(1 252)	133
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	(101)	(4 799)
Ecart de réévaluation de la période	(409)	(5 163)
Transferts en résultat	308	364
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	(11)	(205)
Ecart de réévaluation de la période	(11)	(205)
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	416	4 497
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	(22)	(22)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	(226)	(6)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	(76)	142
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	(1 272)	(261)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-	86
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	(203)	(414)
Ecart de réévaluation de la période	(201)	(408)
Transferts en réserves	(2)	(6)
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	306	4
Ecart de réévaluation de la période	267	39
Transferts en réserves	39	(35)
Autres variations	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	(81)	37
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	1
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	18	76
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	41	(209)
GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	(1 231)	(470)
Dont part du Groupe	(1 152)	(447)
Dont participations ne donnant pas le contrôle	(79)	(23)

NOTE 5 Informations sectorielles

DÉFINITION DES SECTEURS OPÉRATIONNELS

En application d'IFRS 8, les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par le Comité exécutif pour le pilotage de Crédit Agricole S.A., l'évaluation des performances et l'affectation des ressources aux secteurs opérationnels identifiés.

Les secteurs opérationnels présentés dans le reporting interne correspondent aux métiers du Groupe.

Au 30 juin 2025, au sein de Crédit Agricole S.A., les activités sont ainsi organisées en six secteurs opérationnels :

- les cinq pôles métiers suivants :
 - Gestion de l'Épargne et Assurances,
 - Grandes Clientèles,
 - Services Financiers Spécialisés,
 - Banque de Proximité en France – LCL,
 - Banque de Proximité à l'International,
- auxquels s'ajoute un pôle "Activités Hors Métiers".

PRÉSENTATION DES PÔLES MÉTIERS

■ Gestion de l'Épargne et Assurances

Cette ligne métier rassemble :

- les activités d'assurance exercées par les compagnies du groupe Crédit Agricole Assurances afin d'accompagner ses clients dans tous les moments de leur vie et de couvrir l'ensemble de leurs besoins en assurances de biens et de responsabilité ainsi qu'en assurance de personnes tant en France qu'à l'international, via trois métiers :
 - Épargne/Retraite ;
 - Prévoyance/Emprunteur/Assurances Collectives ;
 - Assurance dommages.
- les activités de gestion d'actifs exercées par Amundi Investment Solutions, offrant en Europe, en Asie et en Amérique une gamme complète des solutions d'épargne et d'investissement en gestion active et passive, en actifs traditionnels ou réels à des clients particuliers. Cette offre est enrichie de services et d'outils technologiques qui permettent de couvrir toute la chaîne de valeur de l'épargne.
- ainsi que les activités de gestion de fortune exercées principalement par les filiales du groupe Indosuez Wealth Management (CA Indosuez (Switzerland) SA, CA Indosuez Wealth (Europe), CFM Indosuez, CA Indosuez et Degroof Petercam).

■ Grandes Clientèles

Le pôle Grandes Clientèles regroupe la banque de financement et d'investissement, se décomposant elle-même en deux métiers principaux pour l'essentiel réalisés par Crédit Agricole CIB ainsi que les services financiers aux institutionnels et aux émetteurs réalisés par CACEIS :

- la banque de financement comprend les métiers de banque commerciale et de financements structurés en France et à l'international. Le métier des financements structurés consiste à initier, structurer et financer des opérations d'investissement reposant souvent sur des sûretés réelles (avions, bateaux, immobilier d'entreprise, matières premières, etc.) ou encore des crédits complexes et structurés ;
- la banque de marché et d'investissement réunit les activités de marchés de capitaux (trésorerie, change, dérivés de taux et marché de la dette) et celles de banque d'investissement (conseil en fusions et acquisitions et primaire actions) ;
- les services financiers aux investisseurs institutionnels et aux émetteurs : CACEIS Bank pour les fonctions conservation et dépositaire, CACEIS Fund Administration pour la fonction administration de fonds et Uptevia pour les services aux émetteurs.

■ Services Financiers Spécialisés

Cette ligne métier rassemble les entités du Groupe offrant des produits et services financiers aux particuliers, aux professionnels, aux entreprises, aux agriculteurs et aux collectivités locales en France et à l'étranger. Il s'agit :

- de sociétés de crédit à la consommation, de location et de solutions de mobilité(s) autour de Crédit Agricole Personal Finance & Mobility en France (Sofinco ainsi que l'activité de gestion de l'activité de crédit consommation pour le compte des Caisses régionales et de LCL), au travers de ses filiales ou de ses partenariats à l'étranger (Agos, Creditplus Bank, Credibom, Sofinco Spain, GAC Sofinco, Wafasalaf) et une implantation paneuropéenne d'entités dédiées à la Mobilité : CAAB et Leasys (JV LLD avec Stellantis).
- des services financiers spécialisés aux entreprises, tels que l'affacturage et le crédit-bail (groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring, EFL) et aussi des financements spécifiques dédiés aux énergies et aux territoires, pour les entreprises, collectivités et agriculteurs, acteurs de la transition énergétique.

■ Banque de Proximité en France - LCL

LCL est un réseau national de banque de proximité, à forte implantation urbaine, organisé autour de quatre métiers : la banque de proximité pour les particuliers, la banque de proximité pour les professionnels, la banque privée et la banque des entreprises.

L'offre bancaire englobe toute la gamme des produits et services bancaires, les produits de gestion d'actifs et d'assurance et la gestion de patrimoine.

■ Banque de Proximité à l'international

Ce pôle métier comprend les filiales étrangères dont l'activité relève majoritairement de la banque de proximité.

Ces filiales sont principalement implantées en Europe : en Italie avec le Crédit Agricole Italia, en Pologne avec Crédit Agricole Polska, ainsi qu'en Ukraine, mais également sur le pourtour de la Méditerranée avec Crédit Agricole Egypt.

Les filiales étrangères de crédit à la consommation, de crédit-bail et d'affacturage (filiales de Crédit Agricole Personal Finance & Mobility, de Crédit Agricole Leasing & Factoring et EFL en Pologne, etc.) ne sont pas incluses dans ce pôle mais sont affectées au pôle "Services Financiers Spécialisés" à l'exception de Calit en Italie, qui est intégré à la Banque de Proximité à l'International.

■ Activités hors métiers

Ce pôle comprend quatre types d'activités :

- la fonction d'organe central de Crédit Agricole S.A., la gestion actif-passif, la gestion des dettes liées aux acquisitions de filiales ou de participations financières ainsi que les effets nets de l'intégration fiscale de Crédit Agricole S.A. ;
- le résultat des activités de capital-investissement et de diverses autres sociétés de Crédit Agricole S.A. (notamment CA Immobilier, Uni-médias, Foncaris, BforBank, etc.) ;
- les résultats des sociétés de moyens notamment les sociétés des activités informatiques et de paiement (CA-GIP et CAPS) et des sociétés immobilières d'exploitation ;
- Le métier de conseil en transition énergétique qui se structure autour de la production et la fourniture d'électricité décarbonée en circuit court et le conseil et les solutions en transitions (Crédit Agricole Transitions & Energies).

Ce pôle inclut également les impacts techniques volatils liés aux opérations intragroupes.

5.1 Information sectorielle par secteur opérationnel

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont conclues à des conditions de marché.

	30/06/2025						
	Gestion de l'Épargne et assurances	Grandes clientèles	Services financiers spécialisés	Banque de proximité en France - LCL	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers ¹	Total
(en millions d'euros)							
Produit net bancaire	4 028	4 632	1 749	1 939	2 033	(118)	14 263
Charges d'exploitation	(1 799)	(2 617)	(912)	(1 222)	(1 035)	(106)	(7 691)
Résultat brut d'exploitation	2 229	2 015	837	717	998	(224)	6 572
Coût du risque	(17)	5	(484)	(186)	(128)	(45)	(855)
Résultat d'exploitation	2 212	2 020	353	531	870	(269)	5 717
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	85	16	23	-	-	(47)	77
Gains ou pertes nets sur autres actifs	453	0	1	2	0	0	456
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	2 750	2 036	377	533	870	(316)	6 250
Impôts sur les bénéfices	(601)	(454)	(71)	(181)	(266)	205	(1 368)
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	-	-	-	-	0	-	0
Résultat net	2 149	1 582	306	352	604	(111)	4 882
Participations ne donnant pas le contrôle	368	108	43	16	121	13	669
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	1 781	1 474	263	336	483	(124)	4 213

¹ L'effet lié aux « marges internes » au moment de la consolidation de l'activité assurances au niveau de Crédit Agricole S.A. a été comptabilisé dans le pôle Activités Hors Métiers. L'impact du retraitement des frais engagés pour la distribution des contrats d'assurance est de -425 millions d'euros en produit net bancaire et de + 425 millions d'euros en charges d'exploitation.

	30/06/2024						
(en millions d'euros)	Gestion de l'Épargne et assurances	Grandes clientèles	Services financiers spécialisés	Banque de proximité en France - LCL	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers ¹	Total
Produit net bancaire	3 733	4 489	1 736	1 933	2 085	(374)	13 602
Charges d'exploitation	(1 567)	(2 501)	(897)	(1 193)	(1 060)	(71)	(7 289)
Résultat brut d'exploitation	2 166	1 988	839	740	1 025	(446)	6 312
Coût du risque	(5)	(5)	(429)	(214)	(154)	(17)	(824)
Résultat d'exploitation	2 161	1 983	410	526	871	(463)	5 488
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	62	14	59	-	-	(45)	90
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(20)	2	(1)	4	-	24	9
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	2 203	1 999	468	530	871	(484)	5 587
Impôts sur les bénéfices	(502)	(482)	(97)	(119)	(259)	144	(1 315)
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	1 701	1 517	371	411	612	(339)	4 273
Participations ne donnant pas le contrôle	248	101	42	18	126	7	542
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	1 453	1 416	329	393	486	(346)	3 731

¹ L'effet lié aux « marges internes » au moment de la consolidation de l'activité assurances au niveau de Crédit Agricole S.A. a été comptabilisé dans le pôle Activités Hors Métiers. L'impact du retraitement des frais engagés pour la distribution des contrats d'assurance est de -422 millions d'euros en produit net bancaire et de + 422 millions d'euros en charges d'exploitation.

5.2 Spécificités de l'assurance

RÉSULTAT DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE

	30/06/2025	30/06/2024
<i>(en millions d'euros)</i>		
Produits des activités d'assurance	7 351	7 024
Charges afférentes aux activités d'assurance	(5 823)	(5 457)
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus	(91)	(93)
Résultat des activités d'assurance	1 437	1 474
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	50	40
Produits des placements	5 119	4 237
Charges des placements	(698)	(704)
Plus et moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement	(298)	(261)
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	2 518	2 618
Variation des dépréciations sur placements	(61)	(30)
Produits des placements nets de charges	6 580	5 860
Produits financiers ou charges financières d'assurance	(6 426)	(5 722)
Produits financiers ou charges financières d'assurance afférents aux contrats de réassurance détenus	23	31
Variations de valeur des contrats d'investissement sans éléments de participation discrétionnaire	8	(73)
Résultat financier net	185	96
Autres produits et charges opérationnels courants	(197)	(194)
Autres produits et charges opérationnels	(7)	(1)
Résultat opérationnel	1 468	1 415
Charges de financement	(133)	(96)
Impôts sur les résultats	(333)	(302)
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 002	1 016
Dont participations ne donnant pas le contrôle	5	(27)
DONT RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	997	989

PRODUITS DES ACTIVITÉS D'ASSURANCE

Une analyse des produits des activités d'assurance comptabilisés au cours de la période est présentée dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024
Variations du passif au titre de la couverture restante	3 484	3 425
Charges afférentes aux activités d'assurance engagées au cours de la période	2 067	1 997
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier	143	158
Marge sur services contractuels comptabilisée en résultat net en raison de la fourniture de services prévus aux contrats d'assurance au cours de la période	1 259	1 265
Autres montants (dont ajustements liés à l'expérience découlant des encaissements de primes)	15	5
Montant de la part des primes imputé à la récupération des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	638	577
Produits des activités d'assurance des contrats non évalués selon le modèle PAA	4 122	4 002
Produits des activités d'assurance des contrats évalués selon le modèle PAA	3 271	3 020
PRODUITS DES ACTIVITES D'ASSURANCE	7 393	7 022

PRODUITS FINANCIERS OU CHARGES FINANCIÈRES D'ASSURANCE

Le tableau suivant présente une analyse du montant total des produits financiers ou charges financières d'assurance et des produits nets des placements comptabilisés en résultat net et en OCI au cours de la période :

	30/06/2025			30/06/2024		
	Contrats d'assurance avec éléments de participation directe	Autres contrats et fonds propres	TOTAL	Contrats d'assurance avec éléments de participation directe	Autres contrats et fonds propres	TOTAL
(en millions d'euros)						
RENDEMENT D'INVESTISSEMENT DES ACTIFS	5 830	549	6 379	997	(11)	986
Produits nets des placements comptabilisés en résultat net	6 055	414	6 469	5 484	316	5 800
Produits des placements	4 648	334	4 982	3 780	303	4 083
Charges des placements	(625)	(38)	(663)	(531)	(83)	(614)
Plus et moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement	(286)	(12)	(298)	(260)	(1)	(261)
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	2 377	132	2 509	2 526	97	2 623
Variation des dépréciations sur placements	(59)	(2)	(61)	(31)	-	(31)
Gains et pertes sur placements comptabilisés en capitaux propres	(225)	135	(90)	(4 487)	(327)	(4 814)
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	(314)	61	(253)	(4 445)	(276)	(4 721)
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	89	74	163	(42)	(51)	(93)
PRODUITS FINANCIERS OU CHARGES FINANCIÈRES D'ASSURANCE	(5 894)	(196)	(6 090)	(1 067)	(112)	(1 179)
Produits financiers ou charges financières d'assurance comptabilisés en résultat net	(6 203)	(200)	(6 403)	(5 575)	(116)	(5 691)
Produits financiers ou charges financières d'assurance afférents aux contrats d'assurance émis comptabilisés en	(6 203)	(223)	(6 426)	(5 575)	(147)	(5 722)
Effet de désactualisation	-	(156)	(156)	-	(186)	(186)
Effet des variations des taux d'intérêt et des autres hypothèses financières	-	(43)	(43)	-	65	65
Produits financiers ou charges financières d'assurance des contrats avec éléments de participation directe	(5 894)	-	(5 894)	(1 067)	-	(1 067)
Option désagrégation	(309)	(24)	(333)	(4 508)	(26)	(4 534)
Montant comptabilisé en résultat net en application de l'option d'atténuation des risques	-	-	-	-	-	-
Ecarts de change liés aux variations de valeur des contrats d'assurance émis comptabilisés en résultat net	-	-	-	-	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance afférents aux contrats de réassurance détenus comptabilisés	-	23	23	-	31	31
Effet de désactualisation	-	25	25	-	29	29
Effet des variations des taux d'intérêt et des autres hypothèses financières	-	(23)	(23)	-	(20)	(20)
Option désagrégation	-	21	21	-	22	22
Ecarts de change liés aux variations de valeur des contrats de réassurance détenus comptabilisés en	-	-	-	-	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance comptabilisés en capitaux propres	309	4	313	4 508	4	4 512
Produits financiers ou charges financières d'assurance afférents aux contrats d'assurance émis comptabilisés en	309	26	335	4 508	26	4 534
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	390	26	416	4 471	26	4 497
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	(81)	-	(81)	37	-	37
Produits financiers ou charges financières d'assurance afférents aux contrats de réassurance détenus comptabilisés en capitaux propres	-	(22)	(22)	-	(22)	(22)
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	-	(22)	(22)	-	(22)	(22)
VARIATIONS DE VALEUR DES CONTRATS D'INVESTISSEMENT SANS ELEMENTS DE PARTICIPATION DISCRETIONNAIRE	-	8	8	-	(73)	(73)

CONTRATS D'ASSURANCE ET DE RÉASSURANCE

Les valeurs comptables des portefeuilles de contrats d'assurance émis et de contrats de réassurance détenus, ventilées selon leur position au bilan et détaillées selon leurs éléments constitutifs, sont présentées dans le tableau suivant.

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Contrats d'assurance émis	375 128	362 852
Contrats d'assurance émis - Actif	-	(10)
Couverture restante	-	(492)
Sinistres survenus	-	482
Actifs au titre des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	-	-
Contrats d'assurance émis - Passif	375 128	362 862
Couverture restante	363 167	352 002
Sinistres survenus	11 961	10 860
Actifs au titre des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	-	-
Contrats de réassurance détenus	(968)	(951)
Contrats de réassurance détenus - Actif	(1 059)	(1 021)
Couverture restante	(244)	(236)
Sinistres survenus	(815)	(785)
Contrats de réassurance détenus - Passif	91	70
Couverture restante	99	71
Sinistres survenus	(8)	(1)
Contrats d'investissement sans éléments de participation discrétionnaire ¹	3 030	3 170

¹ Les contrats d'investissement sans éléments de participation discrétionnaire sont classés parmi les passifs financiers à la juste valeur par résultat.

Des rapprochements des soldes d'ouverture et de clôture des valeurs comptables des contrats qui entrent dans le champ d'application d'IFRS 17 sont présentés ci-après.

Ces rapprochements montrent comment les valeurs comptables nettes des contrats d'assurance émis et des contrats de réassurance détenus, respectivement, ont varié au cours de la période en raison des flux de trésorerie ainsi que des produits et charges comptabilisés en résultat et en OCI.

Un premier rapprochement (par type de passif) analyse séparément les variations du passif au titre de la couverture restante et du passif au titre des sinistres survenus et réconcilie ces variations avec les postes du compte de résultat et de l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

Un second rapprochement (par composante d'évaluation des contrats) analyse séparément, pour les contrats qui ne sont pas évalués selon le modèle PAA, les variations des estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs, de l'ajustement au titre du risque non financier et de la marge sur services contractuels.



RAPPROCHEMENT DES SOLDES D'OUVERTURE ET DE CLÔTURE DES VALEURS COMPTABLES DES CONTRATS D'ASSURANCE ÉMIS PAR TYPE DE PASSIF

(en millions d'euros)	30/06/2025									TOTAL	31/12/2024								
	Passif au titre de la couverture restante			Passif au titre des sinistres survenus					Passif au titre de la couverture restante			Passif au titre des sinistres survenus					TOTAL		
	Excl. Elément de perte	Elément de perte	Total Passif au titre de la couverture restante	Contrats non évalués en PAA	Contrats évalués en PAA			Total Passif au titre des sinistres survenus	Excl. Elément de perte		Elément de perte	Total Passif au titre de la couverture restante	Contrats non évalués en PAA	Contrats évalués en PAA				Total Passif au titre des sinistres survenus	
					Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Total Contrats évalués en PAA							Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Total Contrats évalués en PAA			
VALEURS COMPTABLES NETTES DES CONTRATS D'ASSURANCE EMIS A L'OUVERTURE	351 373	137	351 510	5 354	5 830	158	5 988	11 342	362 852	337 108	164	337 272	5 575	5 461	144	5 605	11 180	348 452	
Valeurs comptables à l'ouverture des portefeuilles de contrats d'assurance émis qui sont des actifs	(492)	-	(492)	482	-	-	-	482	(10)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Valeurs comptables à l'ouverture des portefeuilles de contrats d'assurance émis qui sont des passifs	351 865	137	352 002	4 872	5 830	158	5 988	10 860	362 862	337 108	164	337 272	5 575	5 461	144	5 605	11 180	348 452	
Produits des activités d'assurance	(7 393)		(7 393)						(7 393)	(14 090)		(14 090)						(14 090)	
Charges afférentes aux activités d'assurance	918	1	919	1 957	2 681	5	2 686	4 643	5 562	1 844	(29)	1 815	3 801	4 997	12	5 009	8 810	10 625	
Charges de sinistres (exclusion faite des composantes investissement) et autres charges afférentes aux activités d'assurance engagées	5	(6)	(1)	2 071	2 903	47	2 950	5 021	5 020	8	10	18	3 893	5 207	53	5 260	9 153	9 171	
Amortissement des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	913		913						913	1 836		1 836						1 836	
Variations des flux de trésorerie d'exécution liés au passif au titre des sinistres survenus				(114)	(222)	(42)	(264)	(378)	(378)				(92)	(210)	(41)	(251)	(343)	(343)	
Pertes et reprises de pertes sur groupes de contrats déficitaires		7	7						7		(39)	(39)						(39)	
Résultat des activités d'assurance	(6 475)	1	(6 474)	1 957	2 681	5	2 686	4 643	(1 831)	(12 246)	(29)	(12 275)	3 801	4 997	12	5 009	8 810	(3 465)	
Produits financiers ou charges financières d'assurance	5 972	-	5 972	53	64	2	66	119	6 091	12 037	1	12 038	68	146	4	150	218	12 256	
Total des variations comptabilisées dans le résultat net et les autres éléments du résultat global	(503)	1	(502)	2 010	2 745	7	2 752	4 762	4 260	(209)	(28)	(237)	3 869	5 143	16	5 159	9 028	8 791	
Composantes investissement	(13 115)		(13 115)	13 115	-		-	13 115	-	(26 634)		(26 634)	26 634	-		-	26 634	-	
Autres variations	(11)	(12)	(23)	(10)	(17)	6	(11)	(21)	(44)	(20)	1	(19)	(21)	(9)	(2)	(11)	(32)	(51)	
Flux de trésorerie de la période	25 297		25 297	(14 532)	(2 705)	-	(2 705)	(17 237)	8 060	41 128		41 128	(30 703)	(4 765)	-	(4 765)	(35 468)	5 660	
Primes reçues au titre des contrats d'assurance émis	25 908		25 908						25 908	42 375		42 375						42 375	
Flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	(611)		(611)		(8)		(8)	(8)	(619)	(1 247)		(1 247)		(14)		(14)	(14)	(1 261)	
Paiements faits en règlement des sinistres survenus et autres charges afférentes aux activités d'assurance relativement aux contrats d'assurance émis, à l'exclusion des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition - incluant les composantes investissement				(14 532)	(2 697)		(2 697)	(17 229)	(17 229)				(30 703)	(4 751)		(4 751)	(35 454)	(35 454)	
VALEURS COMPTABLES NETTES DES CONTRATS D'ASSURANCE EMIS A LA CLOTURE	363 041	126	363 167	5 937	5 853	171	6 024	11 961	375 128	351 373	137	351 510	5 354	5 830	158	5 988	11 342	362 852	
Valeurs comptables à la clôture des portefeuilles de contrats d'assurance émis qui sont des actifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(492)	-	(492)	482	-	-	-	482	(10)	
Valeurs comptables à la clôture des portefeuilles de contrats d'assurance émis qui sont des passifs	363 041	126	363 167	5 937	5 853	171	6 024	11 961	375 128	351 865	137	352 002	4 873	5 830	158	5 988	10 860	362 862	


RAPPROCHEMENT DES SOLDES D'OUVERTURE ET DE CLÔTURE DES VALEURS COMPTABLES DES CONTRATS D'ASSURANCE ÉMIS PAR COMPOSANTE D'ÉVALUATION DES CONTRATS NON ÉVALUÉS SELON LA MÉTHODE D'AFFECTATION DE PRIMES

	30/06/2025				31/12/2024			
	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	TOTAL	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>								
VALEURS COMPTABLES NETTES DES CONTRATS D'ASSURANCE ÉMIS À L'OUVERTURE	325 998	3 250	27 114	356 362	313 591	3 165	25 605	342 361
Valeurs comptables à l'ouverture des portefeuilles de contrats d'assurance émis qui sont des actifs	(10)	-	-	(10)	-	-	-	-
Valeurs comptables à l'ouverture des portefeuilles de contrats d'assurance émis qui sont des passifs	326 008	3 250	27 114	356 372	313 591	3 165	25 605	342 361
Variations liées aux services futurs	(3 033)	122	2 917	6	(4 319)	347	3 934	(38)
Changements des estimations entraînant un ajustement de la marge sur services contractuels	(1 052)	(37)	1 089	-	(1 371)	61	1 310	-
Changements des estimations n'entraînant pas d'ajustement de la marge sur services contractuels	12	(13)		(1)	(52)	6		(46)
Effet des contrats comptabilisés initialement au cours de la période	(1 993)	172	1 828	7	(2 896)	280	2 624	8
Variations liées aux services rendus au cours de la période	(18)	(141)	(1 260)	(1 419)	36	(281)	(2 503)	(2 748)
Marge sur services contractuels comptabilisée en résultat net pour services fournis			(1 260)	(1 260)			(2 503)	(2 503)
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier qui n'est pas liée aux services passés ou futurs		(141)		(141)		(281)		(281)
Ajustements liés à l'expérience, à l'exclusion des montants relatifs à l'ajustement au titre du risque non financier	(18)			(18)	36			36
Variations liées aux services passés	(111)	(2)		(113)	(86)	(6)		(92)
Variations des flux de trésorerie d'exécution qui sont liés aux sinistres survenus	(111)	(2)		(113)	(86)	(6)		(92)
Résultat des activités d'assurance	(3 162)	(21)	1 657	(1 526)	(4 369)	60	1 431	(2 878)
Produits financiers ou charges financières d'assurance	5 993	-	34	6 027	12 009	24	73	12 106
Total des variations comptabilisées dans le résultat net et les autres éléments du résultat global	2 831	(21)	1 691	4 501	7 640	84	1 504	9 228
Autres variations	(6)	-	(2)	(8)	(43)	(1)	5	(39)
Flux de trésorerie de la période	7 692			7 692	4 812			4 812
Primes reçues au titre des contrats d'assurance émis	22 582			22 582	36 176			36 176
Flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	(358)			(358)	(661)			(661)
Paiements faits en règlement des sinistres survenus et autres charges afférentes aux activités d'assurance relativement aux contrats d'assurance émis, à l'exclusion des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition - incluant les composantes investissement	(14 532)			(14 532)	(30 703)			(30 703)
VALEURS COMPTABLES NETTES DES CONTRATS D'ASSURANCE ÉMIS À LA CLÔTURE	336 515	3 229	28 803	368 547	325 998	3 250	27 114	356 362
Valeurs comptables à la clôture des portefeuilles de contrats d'assurance émis qui sont des actifs	-	-	-	-	(10)	-	-	(10)
Valeurs comptables à la clôture des portefeuilles de contrats d'assurance émis qui sont des passifs	336 515	3 229	28 803	368 547	326 008	3 250	27 114	356 372



RAPPROCHEMENT DES SOLDES D'OUVERTURE ET DE CLOTURE DES VALEURS COMPTABLES DES CONTRATS DE REASSURANCE DETENUS PAR TYPE D'ACTIF

	30/06/2025									TOTAL	31/12/2024									TOTAL
	Actif au titre de la couverture restante			Actif au titre des sinistres survenus							Actif au titre de la couverture restante			Actif au titre des sinistres survenus						
	Excl. Composante recouvrement de perte	Composante recouvrement de perte	Total Actif au titre de la couverture restante	Contrats non évalués en PAA	Contrats évalués en PAA			Total Actif au titre des sinistres survenus	Excl. Composante recouvrement de perte		Composante recouvrement de perte	Total Actif au titre de la couverture restante	Contrats non évalués en PAA	Contrats évalués en PAA			Total Actif au titre des sinistres survenus			
					Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Total Contrats évalués en PAA							Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Total Contrats évalués en PAA				
(en millions d'euros)																				
VALEURS COMPTABLES NETTES DES CONTRATS DE REASSURANCE DETENUS A L'OUVERTURE	162	3	165	12	748	26	774	786	951	289	3	292	35	667	23	690	725	1 017		
Valeurs comptables à l'ouverture des portefeuilles de contrats de réassurance détenus qui sont des actifs	233	3	236	11	748	26	774	785	1 021	372	3	375	28	667	23	690	718	1 093		
Valeurs comptables à l'ouverture des portefeuilles de contrats de réassurance détenus qui sont des passifs	(71)	-	(71)	1	-	-	-	1	(70)	(83)	-	(83)	7	-	-	-	7	(76)		
Imputation des primes payées	(282)		(282)				-	-	(282)	(565)		(565)				-	-	(565)		
Sommes recouvrées du réassureur	1	-	1	56	136	(2)	134	190	191	-	-	-	118	277	2	279	397	397		
Sommes recouvrées au titre des sinistres et autres dépenses engagées pendant la période	1	-	1	61	115	2	117	178	179	-	-	-	122	192	3	195	317	317		
Variations des flux de trésorerie d'exécution liés à l'actif au titre des sinistres survenus				(5)	21	(4)	17	12	12				(4)	85	(1)	84	80	80		
Variations de la composante recouvrement de perte liée aux contrats sous-jacents déficitaires		-	-				-	-	-		-	-				-	-	-		
Effet de l'évolution du risque de non-exécution de la part de l'émetteur des contrats de réassurance détenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus	(281)	-	(281)	56	136	(2)	134	190	(91)	(565)	-	(565)	118	277	2	279	397	(168)		
Produits financiers ou charges financières d'assurance afférents aux contrats de réassurance détenus	(11)	-	(11)	-	11	1	12	12	1	22	-	22	2	19	1	20	22	44		
Total des variations comptabilisées dans le résultat net et les autres éléments du résultat global	(292)	-	(292)	56	147	(1)	146	202	(90)	(543)	-	(543)	120	296	3	299	419	(124)		
Composantes investissement	(8)		(8)	7	1		1	8	-	(37)		(37)	35	2		2	37	-		
Autres variations	2	-	2	-	(6)	3	(3)	(3)	(1)	(9)	-	(9)	(16)	10	-	10	(6)	(15)		
Flux de trésorerie de la période	278		278	(46)	(124)	-	(124)	(170)	108	462		462	(162)	(227)	-	(227)	(389)	73		
Primes payées au titre des contrats de réassurance détenus	278		278				-	-	278	462		462				-	-	462		
Sommes recouvrées du réassureur - incluant les composantes investissement				(46)	(124)		(124)	(170)	(170)				(162)	(227)		(227)	(389)	(389)		
VALEURS COMPTABLES NETTES DES CONTRATS DE REASSURANCE DETENUS A LA CLOTURE	142	3	145	29	766	28	794	823	968	162	3	165	12	748	26	774	786	951		
Valeurs comptables à la clôture des portefeuilles de contrats de réassurance détenus qui sont des actifs	241	3	244	21	766	28	794	815	1 059	233	3	236	11	748	26	774	785	1 021		
Valeurs comptables à la clôture des portefeuilles de contrats de réassurance détenus qui sont des passifs	(99)	-	(99)	8	-	-	-	8	(91)	(71)	-	(71)	1	-	-	-	1	(70)		

RAPPROCHEMENT DES SOLDES D'OUVERTURE ET DE CLÔTURE DES VALEURS COMPTABLES DES CONTRATS DE RÉASSURANCE DÉTENUS PAR COMPOSANTE D'ÉVALUATION DES CONTRATS NON ÉVALUÉS SELON LA MÉTHODE D'AFFECTATION DE PRIMES

	30/06/2025				31/12/2024			
	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	TOTAL	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>								
VALEURS COMPTABLES NETTES DES CONTRATS DE RÉASSURANCE DÉTENUS A L'OUVERTURE	(165)	109	192	136	(193)	111	213	131
Valeurs comptables à l'ouverture des portefeuilles de contrats de réassurance détenus qui sont des actifs	93	54	59	206	80	53	74	207
Valeurs comptables à l'ouverture des portefeuilles de contrats de réassurance détenus qui sont des passifs	(258)	55	133	(70)	(273)	58	139	(76)
Variations liées aux services futurs	(13)	(4)	17	-	(13)	7	6	-
Changements des estimations entraînant un ajustement de la marge sur services contractuels	(12)	(6)	18	-	(2)	3	(1)	-
Changements des estimations n'entraînant pas d'ajustement de la marge sur services contractuels	-	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation de la composante recouvrement de perte sur contrats sous-jacents déficitaires entraînant un ajustement de la marge sur services contractuels	-	-	-	-	-	-	-	-
Effet des contrats comptabilisés initialement au cours de la période	(1)	2	(1)	-	(11)	4	7	-
Variations liées aux services rendus au cours de la période	-	(6)	(16)	(22)	(3)	(13)	(35)	(51)
Marge sur services contractuels comptabilisée en résultat net pour services reçus	-	-	(16)	(16)	-	-	(35)	(35)
Reprises de la composante recouvrement de perte exclues de l'imputation des primes payées	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de l'ajustement au titre du risque non financier qui n'est pas liée aux services passés ou futurs	-	(6)	-	(6)	-	(13)	-	(13)
Ajustements liés à l'expérience, à l'exclusion des montants relatifs à l'ajustement au titre du risque non financier	-	-	-	-	(3)	-	-	(3)
Variations liées aux services passés	(5)	-	-	(5)	(4)	-	-	(4)
Variations des flux de trésorerie d'exécution qui sont liés aux sinistres survenus	(5)	-	-	(5)	(4)	-	-	(4)
Effet de l'évolution du risque de non-exécution de la part de l'émetteur des contrats de réassurance détenus	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus	(18)	(10)	1	(27)	(20)	(6)	(29)	(55)
Produits financiers ou charges financières d'assurance afférents aux contrats de réassurance détenus	(12)	(3)	5	(10)	11	4	9	24
Total des variations comptabilisées dans le résultat net et les autres éléments du résultat global	(30)	(13)	6	(37)	(9)	(2)	(20)	(31)
Autres variations	3	(1)	-	2	(14)	-	(1)	(15)
Flux de trésorerie de la période	4	-	-	4	51	-	-	51
Primes payées au titre des contrats de réassurance détenus	66	-	-	66	208	-	-	208
Sommes recouvrées du réassureur - incluant les composantes investissement	(62)	-	-	(62)	(157)	-	-	(157)
VALEURS COMPTABLES NETTES DES CONTRATS DE RÉASSURANCE DÉTENUS A LA CLÔTURE	(188)	95	198	105	(165)	109	192	136
Valeurs comptables à la clôture des portefeuilles de contrats de réassurance détenus qui sont des actifs	88	50	58	196	93	54	59	206
Valeurs comptables à la clôture des portefeuilles de contrats de réassurance détenus qui sont des passifs	(276)	45	140	(91)	(258)	55	133	(70)

EFFET DES CONTRATS COMPTABILISÉS INITIALEMENT AU COURS DE LA PÉRIODE

L'effet sur le bilan des contrats d'assurance émis et des contrats de réassurance détenus comptabilisés initialement au cours de la période (pour les contrats qui ne sont pas évalués selon le modèle PAA) est présenté dans le tableau suivant :

	30/06/2025							
	Contrats d'assurance				Contrats de réassurance			
	Contrats émis		Contrats acquis		Total	Contrats souscrits		Total
(en millions d'euros)	Non déficitaires	Déficitaires	Non déficitaires	Déficitaires		Contrats souscrits	Contrats acquis	
Estimations de la valeur actualisée des entrées de trésorerie futures	(22 951)	(271)	-	-	(23 222)	(22)	-	(22)
Estimations de la valeur actualisée des sorties de trésorerie futures	20 960	269	-	-	21 229	23	-	23
Flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	254	68	-	-	322			
Sinistres et autres frais directement attribuables	20 706	201	-	-	20 907			
Ajustement au titre du risque non financier	163	9	-	-	172	(2)	-	(2)
Marge sur services contractuels	1 828		-		1 828	1	-	1
EFFET DES CONTRATS COMPTABILISÉS INITIALEMENT AU COURS DE LA PÉRIODE	-	7	-	-	7	-	-	-

	31/12/2024							
	Contrats d'assurance				Contrats de réassurance			
	Contrats émis		Contrats acquis		Total	Contrats souscrits		Total
(en millions d'euros)	Non déficitaires	Déficitaires	Non déficitaires	Déficitaires		Contrats souscrits	Contrats acquis	
Estimations de la valeur actualisée des entrées de trésorerie futures	(31 442)	(348)	-	-	(31 790)	(59)	-	(59)
Estimations de la valeur actualisée des sorties de trésorerie futures	28 556	338	-	-	28 894	70	-	70
Flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	589	110	-	-	699			
Sinistres et autres frais directement attribuables	27 967	228	-	-	28 195			
Ajustement au titre du risque non financier	262	18	-	-	280	(4)	-	(4)
Marge sur services contractuels	2 624		-		2 624	(7)	-	(7)
EFFET DES CONTRATS COMPTABILISÉS INITIALEMENT AU COURS DE LA PÉRIODE	-	8	-	-	8	-	-	-

NOTE 6 Notes relatives au bilan

6.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	357 176	371 156
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	237 038	229 763
<i>Instruments de capitaux propres</i>	39 583	38 904
<i>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI ¹</i>	83 988	81 060
<i>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</i>	6 174	6 495
<i>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</i>	107 292	103 304
<i>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>	-	-
VALEUR AU BILAN	594 214	600 919
Dont Titres prêtés	28	24

¹ Dont 73 421 millions d'euros d'OPC au 30 juin 2025 contre 69 537 millions d'euros au 31 décembre 2024

PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	297 605	311 824
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option ¹	103 361	101 713
VALEUR AU BILAN ²	400 966	413 537

¹ Dont 468 millions d'euros relatifs au spread émetteur dont les variations sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables au 30 juin 2025 (le niveau de spread émetteur était de 289 millions d'euros au 31 décembre 2024).

² Dont 7 millions d'euros de titres empruntés au 30 juin 2025 contre 9 millions d'euros au 31 décembre 2024.

En application de la norme IFRS 9, Crédit Agricole S.A. calcule les variations de juste valeur imputables aux variations du risque de crédit propre en utilisant une méthodologie permettant de les isoler des variations de valeur attribuables à des variations des conditions de marché.

■ Base de calcul du risque de crédit propre

La source prise en compte pour le calcul du risque de crédit propre peut varier d'un émetteur à l'autre. Au sein de Crédit Agricole S.A., il est matérialisé par la variation de son coût de refinancement sur le marché en fonction du type d'émission.

■ Calcul du résultat latent induit par le risque de crédit propre (enregistré en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres)

L'approche privilégiée par Crédit Agricole S.A. est celle se basant sur la composante liquidité des émissions. En effet, l'ensemble des émissions est répliqué par un ensemble de prêts/emprunts vanille. Les variations de juste valeur imputables aux variations du risque de crédit propre de l'ensemble des émissions correspondent donc à celles des prêts-emprunts. Elles sont égales à la variation de juste valeur du portefeuille de prêts/emprunts générée par la variation du coût de refinancement.

■ Calcul du résultat réalisé induit par le risque de crédit propre (enregistré en réserves consolidées)

Le choix de Crédit Agricole S.A. est de transférer la variation de juste valeur imputable aux variations du risque de crédit propre lors du dénouement en réserves consolidées. Ainsi lorsqu'un remboursement anticipé total ou partiel intervient, un calcul basé sur les sensibilités est effectué. Il consiste à mesurer la variation de juste valeur imputable aux variations du risque de crédit propre d'une émission donnée comme étant la somme des sensibilités au spread de crédit multipliée par la variation de ce spread entre la date d'émission et celle du remboursement.

6.2 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en millions d'euros)	30/06/2025		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	222 521	1 755	(17 962)
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	7 809	1 492	(1 240)
TOTAL	230 330	3 247	(19 202)

(en millions d'euros)	31/12/2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	217 494	1 957	(18 047)
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	6 106	1 143	(1 197)
TOTAL	223 600	3 099	(19 244)

INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES

(en millions d'euros)	30/06/2025		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	70 388	519	(9 935)
Obligations et autres titres à revenu fixe	152 133	1 235	(8 027)
Total des titres de dettes	222 521	1 755	(17 962)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-
Total des prêts et créances	-	-	-
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	222 521	1 755	(17 962)
Impôts sur les bénéfices		(461)	4 703
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES SUR INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES (NETS D'IMPÔT)		1 294	(13 259)

(en millions d'euros)	31/12/2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	68 821	699	(9 391)
Obligations et autres titres à revenu fixe	148 673	1 258	(8 655)
Total des titres de dettes	217 494	1 957	(18 047)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-
Total des prêts et créances	-	-	-
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	217 494	1 957	(18 047)
Impôts sur les bénéfices		(510)	4 724
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES SUR INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES (NETS D'IMPÔT)		1 447	(13 323)

INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES

GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES SUR INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES

(en millions d'euros)	30/06/2025		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Actions et autres titres à revenu variable	3 203	546	(166)
Titres de participation non consolidés	4 606	947	(1 074)
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	7 809	1 492	(1 240)
Impôts sur les bénéfices		(161)	15
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES SUR INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES (NETS D'IMPÔT)		1 331	(1 225)

	31/12/2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
(en millions d'euros)			
Actions et autres titres à revenu variable	3 150	422	(212)
Titres de participation non consolidés	2 956	721	(985)
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	6 106	1 143	(1 197)
Impôts sur les bénéfices		(118)	27
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES SUR INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES (NETS D'IMPÔT)		1 025	(1 170)

INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES AYANT ÉTÉ DÉCOMPTABILISÉS AU COURS DE LA PÉRIODE

	30/06/2025		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés ¹	Pertes cumulées réalisées ¹
(en millions d'euros)			
Actions et autres titres à revenu variable	89	8	(56)
Titres de participation non consolidés	18	3	(1)
Total Placements dans des instruments de capitaux propres	107	11	(57)
Impôts sur les bénéfices		-	3
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES SUR INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES (NETS D'IMPÔT) ¹		11	(55)

¹ Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

	31/12/2024		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés ¹	Pertes cumulées réalisées ¹
(en millions d'euros)			
Actions et autres titres à revenu variable	771	223	(97)
Titres de participation non consolidés	145	13	(8)
Total Placements dans des instruments de capitaux propres	915	236	(105)
Impôts sur les bénéfices		(8)	-
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES SUR INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES (NETS D'IMPÔT) ¹		228	(105)

¹ Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

6.3 Actifs financiers au coût amorti

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Prêts et créances sur les établissements de crédit	566 827	565 403
Prêts et créances sur la clientèle	546 422	548 101
Titres de dettes	87 676	88 971
VALEUR AU BILAN	1 200 925	1 202 475

PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	133 949	133 622
<i>dont comptes ordinaires débiteurs non douteux</i>	12 959	14 886
<i>dont comptes et prêts au jour le jour non douteux</i>	282	147
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	17 165	16 105
Prêts subordonnés	170	174
Autres prêts et créances	69	69
Valeur brute	151 353	149 970
Dépréciations	(456)	(491)
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	150 897	149 479
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Comptes et avances à terme	415 823	415 818
Prêts subordonnés	106	106
Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole	415 929	415 924
VALEUR AU BILAN	566 827	565 403

PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	45 606	50 021
Autres concours à la clientèle	456 066	454 603
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	7 868	7 819
Prêts subordonnés	38	37
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-
Avances en comptes courants d'associés	77	142
Comptes ordinaires débiteurs	14 439	12 905
Valeur brute	524 093	525 527
Dépréciations	(8 788)	(8 927)
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	515 305	516 599
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier	5 584	5 588
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	26 135	26 571
Valeur brute	31 718	32 159
Dépréciations	(601)	(658)
Valeur nette des opérations de location-financement	31 118	31 501
VALEUR AU BILAN	546 422	548 101

TITRES DE DETTES

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Effets publics et valeurs assimilées	33 960	33 347
Obligations et autres titres à revenu fixe	53 854	55 763
Total	87 813	89 110
Dépréciations	(137)	(139)
VALEUR AU BILAN	87 676	88 971

6.4 Passifs financiers au coût amorti

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit	175 201	178 418
Dettes envers la clientèle	869 562	868 115
Dettes représentées par un titre	285 260	284 512
VALEUR AU BILAN	1 330 023	1 331 045

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Établissements de crédit		
Comptes et emprunts	63 936	62 615
<i>dont comptes ordinaires créditeurs</i>	19 248	20 148
<i>dont comptes et emprunts au jour le jour</i>	5 743	6 065
Valeurs données en pension	-	-
Titres donnés en pension livrée	26 133	28 275
Total	90 069	90 890
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	15 273	16 676
Comptes et avances à terme	69 860	70 852
Titres donnés en pension livrée	-	-
Total	85 133	87 528
VALEUR AU BILAN	175 201	178 418

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires créditeurs	304 002	294 668
Comptes d'épargne à régime spécial	370 716	368 413
Autres dettes envers la clientèle	187 449	200 822
Titres donnés en pension livrée	7 395	4 212
VALEUR AU BILAN	869 562	868 115

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Bons de caisse	-	-
Titres du marché interbancaire	6 598	6 222
Titres de créances négociables	119 851	123 189
Emprunts obligataires	153 370	148 857
Autres dettes représentées par un titre	5 440	6 243
VALEUR AU BILAN	285 260	284 512

6.5 Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

BILAN DES ACTIFS NON COURANTS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Caisse, banques centrales	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	27
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	131
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-
Actifs d'impôts courants et différés	-	35
Comptes de régularisation et actifs divers	-	119
Contrats d'assurance émis - Actif	-	-
Contrats de réassurance détenus - Actif	-	-
Participation dans les entreprises mises en équivalence	-	-
Immeubles de placement	-	2
Immobilisations corporelles	-	34
Immobilisations incorporelles	-	1
Ecarts d'acquisition	-	473
Total de l'Actif	-	822
Banques centrales	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-
Passifs financiers au coût amorti	-	-
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôts courants et différés	-	13
Comptes de régularisation et passifs divers	-	181
Contrats d'assurance émis - Passif	-	-
Contrats de réassurance détenus - Passif	-	-
Provisions	-	-
Dettes subordonnées	-	-
Mise à la juste valeur des actifs non courants détenus en vue de la vente et des activités abandonnées (hors fiscalité)	-	-
Total du passif	-	194
ACTIF NET DES ACTIFS NON COURANTS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES	-	627

COMPTE DE RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024
Produit net bancaire	-	-
Charges générales d'exploitation	-	-
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Coût du risque	-	-
Résultat avant impôt	-	-
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-
Impôts sur les bénéfices	-	-
Résultat net	-	-
Résultat lié à la mise à leur juste valeur des activités abandonnées	-	-
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-	-
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES PART DU GROUPE	-	-

FLUX DE TRÉSORERIE NETS DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	-	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-	-
TOTAL	-	-

6.6 Immeubles de placement

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Immeubles de placement évalués au coût	859	850
Immeubles de placement évalués à la juste valeur	9 439	9 513
TOTAL IMMEUBLES DE PLACEMENT	10 298	10 363

IMMEUBLES DE PLACEMENT ÉVALUÉS AU COÛT

Les immeubles de placement évalués au coût dans les états financiers du Groupe sont les immeubles, y compris donnés en location simple, qui ne constituent pas des éléments sous-jacents à des contrats d'assurance.

(en millions d'euros)	31/12/2024	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Transferts en actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	Autres mouvements	30/06/2025
Valeur brute	1 026	-	25	(50)	-	-	40	1 041
Amortissements et dépréciations	(176)	-	(4)	14	-	-	(16)	(182)
IMMEUBLES DE PLACEMENT ÉVALUÉS AU COÛT	850	-	21	(36)	-	-	24	859

(en millions d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Transferts en actifs non courants détenus en vue de la vente et activités	Autres mouvements	31/12/2024
Valeur brute	1 010	-	32	(92)	-	-	76	1 026
Amortissements et dépréciations	(157)	-	(29)	22	-	-	(12)	(176)
IMMEUBLES DE PLACEMENT ÉVALUÉS AU COÛT	853	-	3	(70)	-	-	64	850

IMMEUBLES DE PLACEMENT ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

Les immeubles de placement évalués à la juste valeur dans les états financiers du Groupe sont les immeubles qui constituent des éléments sous-jacents à des contrats d'assurance avec éléments de participation directe.

(en millions d'euros)	31/12/2024	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Variations de juste valeur	Autres mouvements	30/06/2025
IMMEUBLES DE PLACEMENT ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR	9 513	-	216	(237)	-	(57)	4	9 439

(en millions d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Variations de juste valeur	Autres mouvements	31/12/2024
IMMEUBLES DE PLACEMENT ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR	9 971	-	505	(715)	-	(200)	(48)	9 513

6.7 Écarts d'acquisition

(en millions d'euros)	31/12/2024 BRUT	31/12/2024 NET	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Pertes de valeur de la période	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2025 BRUT	30/06/2025 NET
Gestion de l'épargne et assurances	8 361	8 361	-	(66)	-	9	(26)	8 277	8 277
dont assurances	1 214	1 214	-	-	-	-	-	1 214	1 214
dont gestion d'actifs ¹	5 840	5 840	-	(66)	-	3	-	5 776	5 776
dont banque privée internationale ²	1 307	1 307	-	-	-	6	(26)	1 287	1 287
Banque de proximité en France - LCL	5 263	4 161	-	-	-	-	-	5 263	4 161
Banque de proximité à l'international	3 145	770	-	-	-	(1)	-	3 141	768
dont Italie	2 871	757	-	-	-	-	-	2 871	757
dont Pologne	220	-	-	-	-	-	-	222	-
dont Ukraine	30	-	-	-	-	-	-	27	-
dont Egypte	24	13	-	-	-	(1)	-	22	12
Services financiers spécialisés	3 168	1 422	-	-	-	-	-	3 168	1 422
dont crédit à la consommation (hors Agos)	1 841	1 048	-	-	-	-	-	1 841	1 048
dont crédit à la consommation - Agos	672	103	-	-	-	-	-	672	103
dont affacturage	655	271	-	-	-	-	-	655	271
Grandes clientèles	2 775	1 550	-	-	-	(2)	26	2 799	1 574
dont banque de financement et d'investissement	1 712	487	-	-	-	(1)	-	1 711	486
dont services financiers aux institutionnels ²	1 063	1 063	-	-	-	-	26	1 088	1 088
Activités hors métiers	9	-	-	-	-	-	-	9	-
TOTAL	22 720	16 263	-	(66)	-	6	-	22 658	16 203
Part du Groupe	20 463	14 282	-	(45)	-	5	(7)	20 414	14 236
Participations ne donnant pas le contrôle	2 258	1 981	-	(22)	-	1	7	2 245	1 967

¹ La diminution de 66 millions d'euros correspond à la sortie de l'écart d'acquisition d'Amundi Asset Management suite à la cession des entités Amundi US à Victory Capital.

² La variation de 26 millions d'euros correspond au transfert de l'écart d'acquisition suite à la cession des activités dépositaires de la Banque Degroof Petercam Luxembourg à CACEIS Belgique et CACEIS Luxembourg.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur et au minimum une fois par an. Même si les incertitudes induites par le contexte macro-économique, l'environnement de taux et l'état politique en France ne constituent pas à elles seules des indices de perte de valeur, les conséquences impactent l'ensemble des secteurs économiques et notamment le secteur financier. L'impact de ces facteurs d'incertitude est reflété dans les trajectoires financières des différentes lignes métiers mises à jour dans la revue au 30 juin 2025 du budget validé le 31 décembre 2024. Ces trajectoires mises à jour résultent d'un exercice provisoire mené par les différentes UGT en anticipation de l'exercice budgétaire de fin d'année.

Au cours du deuxième trimestre 2025, Crédit Agricole S.A. s'est assuré de l'absence de déviation majeure avec les trajectoires utilisées pour les travaux réalisés au 31 décembre 2024.

A l'issue de ces travaux, Crédit Agricole S.A. n'a constaté d'indice de dépréciation des écarts d'acquisition sur aucune de ses UGT au 30 juin 2025.

En outre, des analyses de sensibilité ont été effectuées sur l'écart d'acquisition - part du Groupe de l'UGT Banque de Proximité France – LCL et sur celui de l'UGT Crédit à la consommation (hors Agos) :

S'agissant des paramètres financiers :

- Une variation de + 50 points de base des taux d'actualisation ne conduirait pas à constater d'écart négatif entre valeur d'utilité et valeur consolidée. En retenant une hypothèse de hausse plus marquée des taux d'actualisation de 100 points de base, l'écart deviendrait négatif sur les deux UGT.
- Une variation de + 100 points de base du niveau de fonds propres CET1 alloués à l'UGT conduirait à toujours constater un écart positif.

S'agissant des paramètres opérationnels :

- Les hypothèses de dégradation simulées, à savoir le scénario d'un alourdissement de + 10 % du coût du risque en dernière année de projection conjugué à une variation de + 100 points de base du coefficient d'exploitation pour cette même année, ne conduiraient pas à constater d'écart négatif entre valeur d'utilité et valeur consolidée.

Sensibilité de la valeur d'utilité des UGT Banque de Proximité France - LCL et Crédit à la consommation (hors Agos) aux principaux paramètres de valorisation

	Sensibilité aux fonds propres alloués	Sensibilité au taux d'actualisation	Sensibilité au coût du risque en année terminale	Sensibilité au coefficient d'exploitation en année terminale
Au 30 juin 2025	+ 100 pb	- 50 pb + 50 pb	- 10% + 10%	- 100 pb + 100 pb
Banque de proximité en France - LCL	(3,7 %)	+ 9,9 % (8,3 %)	+ 2,5 % (2,5 %)	+ 3,3 % (3,3 %)
Crédit à la consommation (hors Agos)	(6,7 %)	+ 11,0 % (9,3 %)	+ 8,1 % (8,1 %)	+ 3,5 % (3,5 %)

6.8 Provisions

(en millions d'euros)	31/12/2024	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2025
Risques sur les produits épargne-logement	39	-	30	-	-	-	-	69
Risques d'exécution des engagements par signature	1 177	-	435	(8)	(487)	(33)	(7)	1 078
Risques opérationnels	179	-	29	(11)	(22)	(1)	9	183
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	1 260	-	58	(45)	(6)	(2)	(12)	1 255
Litiges divers	334	-	22	(19)	(29)	-	(53)	255
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	10	-	-	-	-	-	-	10
Autres risques	770	-	116	(28)	(83)	(1)	62	837
TOTAL	3 770	-	691	(112)	(626)	(37)	-	3 686

Au 30 juin 2025, les engagements sociaux (retraites) et assimilés comprennent 86 millions d'euros (103 millions d'euros au 31 décembre 2024) de provisions au titre des coûts sociaux des plans d'adaptation et la provision pour restructurations enregistre les coûts non sociaux de ces plans.

(en millions d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Risques sur les produits épargne-logement	41	-	2	-	(3)	-	-	39
Risques d'exécution des engagements par	976	-	883	-	(681)	23	(23)	1 177
Risques opérationnels	145	-	88	(19)	(30)	(1)	(4)	179
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	1 345	8	128	(116)	(64)	(2)	(39)	1 260
Litiges divers	344	-	48	(25)	(80)	1	46	334
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	5	-	7	(1)	-	-	-	10
Autres risques	661	5	407	(97)	(190)	(1)	(16)	770
TOTAL	3 516	13	1 563	(259)	(1 048)	20	(36)	3 770

ENQUÊTES, DEMANDES D'INFORMATIONS ET PROCÉDURES CONTENTIEUSES

Dans le cadre habituel de ses activités, le groupe Crédit Agricole peut faire régulièrement l'objet de procédures contentieuses, ainsi que de demandes d'informations, d'enquêtes, de contrôles et autres procédures de nature réglementaire ou judiciaire de la part de différentes institutions en France et à l'étranger. Les provisions comptabilisées reflètent la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Faits exceptionnels et litiges

Office of Foreign Assets Control (OFAC)

Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) ont conclu au mois d'octobre 2015 des accords avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York dans le cadre de l'enquête relative à un certain nombre de transactions libellées en dollars avec des pays faisant l'objet de sanctions économiques américaines. Les faits visés par cet accord sont intervenus entre 2003 et 2008.

Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A., qui ont coopéré avec les autorités fédérales américaines et celles de l'État de New York au cours de cette enquête, ont accepté de s'acquitter d'une pénalité de 787,3 millions de dollars US (soit 692,7 millions d'euros). Le paiement de cette pénalité est venu s'imputer sur les provisions déjà constituées et n'a donc pas affecté les comptes du second semestre 2015.

Les accords avec le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (Fed) et le Département des services financiers de l'État de New York (NYDFS) ont été conclus avec Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB. L'accord avec le bureau de l'OFAC du Département du Trésor (OFAC) a été conclu avec Crédit Agricole CIB qui a également signé des accords de suspension des poursuites pénales (Deferred Prosecution Agreements) avec l'US Attorney Office du District de Columbia (USAO) et le District Attorney de New York (DANY), pour une durée de trois ans. Le 19 octobre 2018, les deux accords de suspension des poursuites avec l'USAO et le DANY ont pris fin au terme de la période de trois ans, CACIB ayant satisfait à l'ensemble des obligations qui lui étaient fixées.

Le Crédit Agricole poursuit le renforcement de ses procédures internes et de ses programmes de conformité à la réglementation sur les sanctions internationales et continuera de coopérer pleinement avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York, comme avec la Banque centrale européenne, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et l'ensemble de ses régulateurs à travers son réseau mondial.

Conformément aux accords passés avec le NYDFS et la Réserve fédérale américaine, le programme de conformité de Crédit Agricole est soumis à des revues régulières afin d'évaluer son efficacité. Ces revues comprennent une revue par un consultant indépendant nommé par le NYDFS pour une durée d'un an et des revues annuelles par un conseil indépendant agréé par la Réserve fédérale américaine.

Euribor/Libor et autres indices

Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, en leur qualité de contributeurs à plusieurs taux interbancaires, ont reçu des demandes d'information provenant de différentes autorités dans le cadre d'enquêtes concernant d'une part la détermination du taux Libor (London Interbank Offered Rates) sur plusieurs devises, du taux Euribor (Euro Interbank Offered Rate) et de certains autres indices de marché, et d'autre part des opérations liées à ces taux et indices. Ces demandes couvrent plusieurs périodes s'échelonnant de 2005 à 2012.

Dans le cadre de leur coopération avec les autorités, Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, ont procédé à un travail d'investigation visant à rassembler les informations sollicitées par ces différentes autorités et en particulier les autorités américaines – DOJ (Department of Justice) et la CFTC (Commodity Future Trading Commission) – avec lesquelles elles ont été en discussion. Depuis, ces autorités ne se sont plus manifestées auprès de Crédit Agricole S.A. ou de Crédit Agricole CIB.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB fait l'objet d'une enquête ouverte par l'Attorney General de l'État de Floride sur le Libor et l'Euribor, autorité qui ne s'est pas manifestée depuis lors auprès de Crédit Agricole CIB.

À la suite de son enquête et d'une procédure de transaction qui n'a pas abouti, la Commission européenne a fait parvenir le 21 mai 2014 à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB, une communication de griefs relative à des accords ou pratiques concertées ayant pour objet et/ou pour effet d'empêcher, restreindre ou fausser le jeu de la concurrence des produits dérivés liés à l'Euribor.

Par une décision en date du 7 décembre 2016, la Commission européenne a infligé à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB solidairement une amende de 114 654 000 euros pour leur participation à une entente concernant des produits dérivés de taux d'intérêt en euros. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB contestent cette décision et ont demandé l'annulation devant le Tribunal de l'Union européenne. Le 20 décembre 2023, le Tribunal de l'Union européenne a rendu sa décision, laquelle réduit à 110 millions euros l'amende infligée à Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, en les exonérant de certaines pratiques alléguées, mais rejette la plupart des moyens d'annulation invoqués. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont déposé un pourvoi contre cette décision devant la Cour de Justice de l'Union européenne le 19 mars 2024. La Commission européenne a également déposé un pourvoi sollicitant l'annulation de l'arrêt du Tribunal de l'Union européenne.

O'Sullivan and Tavera

Le 9 novembre 2017, un certain nombre de personnes (ou des membres de leur famille ou leurs exécuteurs testamentaires) qui soutiennent avoir été victimes d'attaques en Irak, ont assigné plusieurs banques dont Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB), devant le Tribunal Fédéral du District de New-York (« O' Sullivan I »).

Le 29 décembre 2018, le même groupe de personnes auxquelles se sont joints 57 nouveaux plaignants ont assigné les mêmes défendeurs (« O'Sullivan II »).

Le 21 décembre 2018, un groupe différent de personnes ont également assigné les mêmes défendeurs (« Tavera »).

Les trois assignations prétendent que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient conspiré avec l'Iran et ses agents en vue de violer les sanctions américaines et auraient conclu des transactions avec des entités iraniennes en violation du US Anti-Terrorism Act et du Justice Against Sponsors of Terrorism Act et réclament des dommages-intérêts pour un montant qui n'est pas précisé.

Dans l'affaire O'Sullivan I, le tribunal a rejeté la plainte le 28 mars 2019, a rejeté la requête des demandeurs visant à modifier leur plainte le 25 février 2020 et a rejeté la requête des demandeurs visant à obtenir un jugement définitif afin de permettre aux demandeurs de faire appel le 29 juin 2021. Le 9 novembre 2023, le tribunal a suspendu la procédure dans l'attente de la résolution de certaines requêtes dans trois affaires relatives à l'US Anti-Terrorism Act auxquelles Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ne sont pas parties - l'affaire Freeman c. HSBC Holdings, PLC, no 14-cv-6601 (E.D.N.Y.) (« Freeman I »), Freeman c. HSBC Holdings plc, no 18-cv-7359 (E.D.N.Y.) (« Freeman II ») et Stephens c. HSBC Holdings plc, no 18-cv-7439 (E.D.N.Y.).

Le 6 avril 2020, l'affaire O'Sullivan II a été suspendue en attendant la résolution de l'affaire O'Sullivan I, suspension qui a été prolongée le 20 décembre 2023.

Le 19 février 2019, l'affaire Tavera a également été suspendue en attendant la résolution de certaines requêtes dans les affaires Freeman I, Freeman II et Stephens, suspension qui a été prolongée le 18 avril 2025.

Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V.

Les conditions de révision des taux d'intérêts de crédits renouvelables commercialisés par Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V., filiale à 100% de Crédit Agricole Consumer Finance SA, et ses filiales font l'objet de réclamations d'un certain nombre d'emprunteurs qui portent sur les critères de révision de ces taux et d'éventuels trop-perçus d'intérêts.

Le 21 janvier 2019, dans deux affaires concernant des filiales de Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V., la commission des appels de la KIFID (instance néerlandaise spécialisée dans les litiges concernant les services financiers) a jugé que, en cas d'absence d'information ou d'information insuffisante sur les éléments précis déterminant le taux d'intérêt, celui-ci devait suivre l'évolution des taux d'intérêt du marché des prêts à la consommation.

Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V. a mis en place en mai 2020 un plan de compensation au profit de clients emprunteurs qui tient compte des décisions de la KIFID précitées. D'autres établissements aux Pays-Bas ont mis

en place des plans de compensation. Le Conseil de surveillance de Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V. a décidé de clôturer ce plan de compensation le 1er mars 2021.

CACEIS Allemagne

CACEIS Allemagne a reçu des autorités fiscales bavaroises le 30 avril 2019 une demande de restitution d'impôts sur dividendes remboursés à certains de ses clients en 2010.

Cette demande portait sur un montant de 312 millions d'euros. Elle était assortie d'une demande de paiement de 148 millions d'euros d'intérêts (calculés au taux de 6% l'an).

CACEIS Allemagne (CACEIS Bank SA) conteste vigoureusement cette demande qui lui apparaît dénuée de tout fondement. CACEIS Allemagne a déposé des recours auprès de l'administration fiscale pour, d'une part, contester sur le fond cette demande et d'autre part, solliciter un sursis à exécution du paiement dans l'attente de l'issue de la procédure au fond. Le sursis à exécution a été accordé pour le paiement des 148 millions d'euros d'intérêts et rejeté pour la demande de restitution du montant de 312 millions d'euros. CACEIS Bank SA a contesté cette décision de rejet. La décision de rejet étant exécutoire, le paiement de la somme de 312 millions a été effectué par CACEIS Bank SA qui a inscrit dans ses comptes, compte tenu des recours intentés, une créance d'un montant équivalent. Par une décision du 25 novembre 2022, les services fiscaux de Munich ont rejeté le recours de CACEIS Bank SA sur le fond. CACEIS Bank SA a saisi le 21 décembre 2022 le tribunal fiscal de Munich d'une action en contestation de la décision précitée des services fiscaux de Munich et de la demande de restitution d'impôts sur dividendes précitée. Confiant dans ses arguments, CACEIS Bank SA n'a opéré aucune modification dans ses comptes.

CA Bank Polska

Entre 2007 et 2008, CA Bank Polska ainsi que d'autres banques polonaises ont accordé des prêts hypothécaires libellés ou indexés sur la monnaie suisse (CHF) et remboursables en PLN. L'augmentation significative du taux de change du CHF par rapport à la monnaie polonaise (PLN) a occasionné une augmentation importante de la charge de remboursement pour les emprunteurs.

Les tribunaux considérant que les clauses de ces contrats de prêts qui permettent aux banques de déterminer unilatéralement le taux de change applicable sont abusives, le nombre de litiges avec les banques est en constante augmentation.

En mai 2022, CA Bank Polska a ouvert un programme de règlement amiable des réclamations soulevées par les emprunteurs.

Action des porteurs de fonds H2O

Les 20 et 26 décembre 2023, 6077 personnes physiques et morales, membres d'une association dénommée « Collectif Porteurs H2O », ont assigné CACEIS Bank devant le tribunal des activités économiques de Paris aux côtés des sociétés Natixis Investment Managers et KPMG Audit, dans le cadre d'une action au fond introduite à titre principal à l'encontre des sociétés H2O AM LLP, H2O AM Europe SAS et H2O AM Holding.

Le 28 mai 2024, de nouvelles personnes sont intervenues dans la procédure pendante devant le tribunal des activités économiques de Paris, portant le nombre total de demandeurs à 9.004. Le 17 décembre 2024, le nombre de demandeurs a été réduit à 8.990. Le 10 mars 2025, celui-ci a été porté à 9.455. BPCE, Natixis SA et KPMG SA ont par ailleurs été attraites par les demandeurs dans la procédure.

Les demandeurs se présentent comme des porteurs de parts de fonds gérés par les sociétés du groupe H2O dont certains actifs ont été cantonnés dans des « side pockets » en 2020, et des titulaires de contrats d'assurance-vie investis dans des unités de compte représentatives de ces fonds. Ils sollicitent la condamnation solidaire de l'ensemble des défendeurs à des dommages et intérêts en réparation du préjudice qu'ils estiment lié au cantonnement des fonds concernés, qu'ils évaluaient à 824 416 491,89 euros le 28 mai 2024. Le 17 décembre 2024, cette estimation a été ramenée à 750 890 653,73 euros. Le 10 mars 2025, cette estimation a été portée à 761 984 557,39 euros.

Pour rechercher la responsabilité « in solidum » de CACEIS Bank avec le groupe H2O et les autres codéfendeurs, les demandeurs allèguent qu'elle aurait manqué à ses obligations de contrôle en sa qualité de dépositaire des fonds.

Provisions Epargne Logement

La provision Epargne Logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixées.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

Le coefficient d'utilisation des droits à prêt avait été estimé à dire d'expert à la suite de la hausse des taux de 2022. Au 31 décembre 2024, Crédit Agricole S.A. avait décidé de figer le niveau de la provision Épargne Logement à son niveau du 30 juin 2024 compte tenu de l'incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL au regard de la stabilisation du marché immobilier.

Le Groupe considère disposer désormais d'un recul suffisant pour calibrer le coefficient d'utilisation des droits à prêt en tenant compte d'observations historiques.

Le Groupe a, par ailleurs, poursuivi ses travaux d'affinement méthodologique, notamment des modalités de prise en compte des scénarios de taux (approche multi-scénarios).

Engagements de paiement irrévocables versés au Fonds de Résolution Unique

Le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (Directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds de Résolution Unique (FRU) en application de l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU (Conseil de Résolution Unique) appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de maintenir les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restitués conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds aura dûment reçu la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés.

Ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 636,4 millions d'euros au 30 juin 2025, montant inchangé par rapport au 31 décembre 2024.

Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel à contribution pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

6.9 Dettes subordonnées

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Dettes subordonnées à durée déterminée ¹	27 920	29 049
Dettes subordonnées à durée indéterminée ²	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	222	224
Titres et emprunts participatifs	-	-
VALEUR AU BILAN	28 141	29 273

¹ Ce poste comprend les émissions de titres subordonnés remboursables "TSR".

² Ce poste comprend les émissions de titres super-subordonnés « TSS » et de titres subordonnés à durée indéterminée « TSDI ».

6.10 Capitaux propres

COMPOSITION DU CAPITAL AU 30 JUIN 2025

Au 30 juin 2025, à la connaissance de Crédit Agricole S.A., la répartition du capital et des droits de vote est la suivante:

Actionnaires	Nombre de titres au 30/06/2025	% du capital	% des droits de vote
SAS Rue La Boétie	1 921 090 370	63,49%	63,51%
Actions en autodétention	1 128 288	0,04%	
Salariés (FCPE)	192 402 648	6,36%	6,36%
Public	911 281 044	30,11%	30,13%
TOTAL	3 025 902 350	100,00%	100,00%

Au 30 juin 2025, le capital social de Crédit Agricole S.A. s'élève à 9 077 707 050 euros, composé de 3 025 902 350 actions ordinaires de 3 euros chacune de valeur nominale et entièrement libérées.

La SAS Rue La Boétie est détenue en totalité par les Caisses régionales de Crédit Agricole.

Le 17 décembre 2024, le Conseil d'administration, agissant sur autorisation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 22 mai 2024, a décidé de réduire le capital social de Crédit Agricole S.A. par voie d'annulation de 15 128 677 actions auto-détenues représentant environ 0,5% du capital social.

La réalisation définitive de la réduction du capital est intervenue le 13 janvier 2025.

Ces actions ont été acquises entre le 1er octobre 2024 et le 6 novembre 2024, dans le cadre d'un programme de rachat d'actions, visant à compenser l'effet dilutif de l'augmentation de capital 2024 réservée aux salariés, pour un montant total de 208 465 605 euros, à la suite d'une décision du Conseil d'administration prise lors de sa séance du 22 mai 2024.

Concernant le titre Crédit Agricole S.A., un contrat de liquidité a été signé le 25 octobre 2006 avec Crédit Agricole Cheuvreux S.A., racheté par Kepler, devenu Kepler Cheuvreux en 2013.

Ce contrat est reconduit chaque année par tacite reconduction. Afin que l'opérateur puisse réaliser en toute indépendance les opérations prévues au contrat, et conformément aux dispositions des Règlements UE 596/2014 et 2016/908 et à la décision AMF N°2021-01, celui-ci est doté d'un montant maximum de 50 millions d'euros.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement, indirectement ou de concert, 5% ou plus du capital ou des droits de vote.

RESULTAT PAR ACTION

		30/06/2025	31/12/2024
Résultat net part du Groupe de la période	(en millions d'euros)	4 213	7 087
Rémunération des titres subordonnés et super-subordonnés	(en millions d'euros)	(270)	(463)
Impact change sur remboursement AT1	(en millions d'euros)	4	(266)
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	(en millions d'euros)	3 947	6 358
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période		3 025 077 923	3 015 082 065
Coefficient d'ajustement		1,000	1,000
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action		3 025 077 923	3 015 082 065
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION	(en euros)	1,305	2,109
Résultat de base par action des activités poursuivies	(en euros)	1,305	2,109
Résultat de base par action des activités abandonnées	(en euros)	-	-
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION	(en euros)	1,305	2,109
Résultat dilué par action des activités poursuivies	(en euros)	1,305	2,109
Résultat dilué par action des activités abandonnées	(en euros)	-	-

Le résultat net attribuable aux titres subordonnés et super-subordonnés correspond aux frais d'émission et aux intérêts échus des émissions obligataires subordonnées et super-subordonnées Additional Tier 1. Le montant s'élève à -270 millions d'euros au 30 juin 2025.

Compte tenu de l'évolution du cours moyen de l'action Crédit Agricole S.A., l'ensemble des plans d'options d'achat d'actions Crédit Agricole S.A. sont non dilutifs.

En l'absence d'émission dilutive par Crédit Agricole S.A. le résultat de base par action est identique au résultat dilué par action.

DIVIDENDES

Au titre de l'exercice 2024, le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. dans sa séance du 4 février 2025, a décidé de proposer à l'Assemblée générale des actionnaires du 14 mai 2025 le paiement en numéraire d'un dividende par action de 1,10 euro à la date de mise en paiement fixée le 28 mai 2025.

(en euros)	2024	2023	2022	2021	2020
Dividende	1,10	1,05	1,05	1,05	0,80

DIVIDENDES PAYES AU COURS DE LA PERIODE

L'Assemblée générale du 14 mai 2025 de Crédit Agricole S.A. a approuvé le paiement en numéraire d'un dividende par action de 1,10 euro. Un dividende de 3,3 milliards d'euros a donc été versé.

AFFECTATION DU RESULTAT

L'affectation du résultat proposée par le Conseil d'administration a été approuvée par l'Assemblée générale mixte de Crédit Agricole S.A. du mardi 14 mai 2025.

Le résultat net de Crédit Agricole S.A. entité sociale au titre de l'exercice 2024 est positif et s'élève à 3 472 821 814 euros.

L'Assemblée générale mixte a décidé :

- de constater que le bénéfice de l'exercice s'élève à 3 472 821 814 euros,
- de constater que le bénéfice distribuable s'élève à 19 194 263 883 euros et ce, compte tenu (i) de l'absence d'affectation à la réserve légale, qui a déjà atteint le dixième du capital, et (ii) du report à nouveau de 15 721 442 069 euros ;
- de fixer le montant du dividende ordinaire à 1,10 euro par action ;
- de distribuer le dividende versé, soit 3 327 262 112 euros* par prélèvement sur le bénéfice distribuable;
- de porter le solde du bénéfice non distribué, soit 15 867 001 771 euros*, en report à nouveau.

* Montant, établi sur la base du nombre d'actions ouvrant droit à dividende au 31 décembre 2024, pouvant être ajusté en cas de variation du nombre d'actions ouvrant droit à dividende à la date de mise en paiement. Le cas échéant, le montant affecté au compte de report à nouveau serait alors déterminé sur la base du dividende effectivement mis en paiement.

INSTRUMENTS FINANCIERS À DURÉE INDÉTERMINÉE

Les principales émissions d'instruments financiers subordonnés et super-subordonnés à durée indéterminée ayant un impact en Capitaux propres - part du Groupe se détaillent comme suit :

Date d'émission	Devise	Montant en devises au 31 décembre 2024 (en millions de devises d'émission)	Rachats partiels et remboursements (en millions de devises d'émission)	Montant en devises au 30 juin 2025 (en millions de devises d'émission)	Au 30 juin 2025			
					Montant en euros au cours d'origine	Rémunération - Part du Groupe - Cumulée	Frais d'émission nets d'impôt	Impact en Capitaux propres part du Groupe
					(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)
08/04/2014	GBP	103	(103)	-	-	-	-	-
19/01/2016	USD	1 250	-	1 250	1 150	(857)	(8)	285
14/10/2020	EUR	750	-	750	750	(141)	(5)	604
23/06/2021	GBP	397	-	397	481	(141)	(1)	339
04/01/2022	USD	1 250	-	1 250	1 102	(190)	(8)	903
10/01/2023	EUR	1 250	-	1 250	1 250	(222)	(9)	1 019
09/01/2024	EUR	1 250	-	1 250	1 250	(118)	(9)	1 123
02/10/2024	USD	1 250	-	1 250	1 133	(56)	(8)	1 069
20/02/2025	EUR			1 500	1 500	(30)	(11)	1 459
Émissions Crédit Agricole S.A.					8 616	(1 755)	(59)	6 801
17/03/2025	EUR					(12)	(6)	
Émissions Crédit Agricole Assurances						(12)	(6)	
Effet Part Groupe/ Participations ne donnant pas le contrôle					-	272	(1)	272
Souscriptions de Crédit Agricole CIB pour régulation de cours					(4)	-	-	(4)
TOTAL					8 612	(1 495)	(66)	7 069

Les mouvements relatifs aux instruments financiers subordonnés et super-subordonnés à durée indéterminée ayant un impact sur les participations ne donnant pas le contrôle sont :

Date d'émission	Devise	Montant en devises au 31 décembre 2024 (en millions de devises)	Rachats partiels et remboursements (en millions de devises)	Montant en devises au 30 juin 2025 (en millions de devises)	Au 30 juin 2025	
					Montant en euros au cours d'origine	Rémunération - Participations ne donnant pas le contrôle -
					(en millions d'euros)	(en millions d'euros)
14/10/2014	EUR	215	-	215	215	(97)
13/01/2015	EUR	246	(246)	-	-	-
17/03/2025	EUR			750	750	-
Émissions Crédit Agricole Assurances					965	(97)
Effet Part Groupe/ Participations ne donnant pas le contrôle						(272)
TOTAL					965	(369)

Les mouvements relatifs aux instruments financiers subordonnés et super-subordonnés à durée indéterminée impactant les Capitaux propres part du Groupe et participations ne donnant pas le contrôle se détaillent comme suit :

	Capitaux propres part du Groupe		Participations ne donnant pas le contrôle	
	30/06/2025	31/12/2024	30/06/2025	31/12/2024
<i>(en millions d'euros)</i>				
Titres super-subordonnés à durée indéterminée				
Rémunération versée comptabilisée en réserves	(235)	(436)	(28)	(63)
Evolutions des nominaux	1 394	(2)	-	-
Economie d'impôts relative à la rémunération versée aux porteurs de titres comptabilisée en résultat	82	129	-	-
Frais d'émissions nets d'impôt comptabilisés en réserves	(10)	(18)	-	-
Autres	-	-	-	-
Titres subordonnés à durée indéterminée				
Rémunération versée comptabilisée en réserves	(12)	(9)	(10)	(64)
Evolutions des nominaux	-	-	505	(786)
Economie d'impôts relative à la rémunération versée aux porteurs de titres comptabilisée en résultat	6	16	-	-
Frais d'émissions nets d'impôt comptabilisés en réserves	(6)	-	-	-
Autres	-	-	-	-

Les instruments financiers subordonnés et super-subordonnés à durée indéterminée étant considérés comme des instruments de capitaux propres émis, les effets fiscaux sur leur rémunération versée sont comptabilisés en impôts sur les bénéfices au compte de résultat.

NOTE 7 Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Les engagements de financement et de garantie et autres garanties intègrent les activités abandonnées.

ENGAGEMENTS DONNÉS ET REÇUS

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Engagements donnés		
Engagements de financement	209 335	207 897
Engagements en faveur des établissements de crédit	8 124	5 448
Engagements en faveur de la clientèle	201 211	202 449
Engagements de garantie	207 644	216 883
Engagements d'ordre des établissements de crédit	9 530	9 779
Engagements d'ordre de la clientèle	198 114	207 104
Engagements sur titres	24 948	10 835
Titres à livrer	24 948	10 835
Engagements reçus		
Engagements de financement	115 171	125 816
Engagements reçus des établissements de crédit	109 036	119 593
Engagements reçus de la clientèle	6 135	6 223
Engagements de garantie ¹	314 379	329 254
Engagements reçus des établissements de crédit	104 369	108 185
Engagements reçus de la clientèle	210 010	221 069
Engagements sur titres	25 812	9 450
Titres à recevoir	25 812	9 450

¹ Les montants déclarés dans cette note tiennent compte d'une correction d'erreur technique dans la consolidation des garanties reçues de la clientèle et des établissements de crédit pour un montant estimé de - 70 393 millions d'euros au 31 décembre 2024, se décomposant de la manière suivante :

- Engagements reçus des établissements de crédit pour - 402 millions d'euros
- Engagements reçus de la clientèle pour - 69 991 millions d'euros

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise Additional Credit Claims Corporates dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances " Prêts Garantis par l'Etat " resteront éligibles aux remises de créances en Banque Centrale. En conséquence, Crédit Agricole S.A. ne postera plus de créances entreprises auprès de la Banque de France.

INSTRUMENTS FINANCIERS REMIS ET REÇUS EN GARANTIE

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	266 281	276 056
Titres prêtés	6 578	6 508
Dépôts de garantie sur opérations de marché	26 377	27 314
Autres dépôts de garantie	-	-
Titres et valeurs donnés en pension	174 248	168 230
TOTAL DE LA VALEUR COMPTABLE DES ACTIFS FINANCIERS REMIS EN GARANTIE	473 483	478 108
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie	-	-
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés	7	9
Titres et valeurs reçus en pension ¹	450 839	468 051
Titres vendus à découvert	41 988	47 362
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS REÇUS EN GARANTIE RÉUTILISABLES ET RÉUTILISÉS	492 834	515 423

¹ Les montants déclarés dans cette note tiennent compte d'une correction d'erreur technique dans la consolidation des garanties reçues de la clientèle et des établissements de crédit pour un montant estimé de - 5 237 millions d'euros au 31 décembre 2024, se décomposant de la manière suivante :

- Titres et valeurs reçus en pension pour - 5 237 millions d'euros

CRÉANCES APPORTÉES EN GARANTIE

Au 30 juin 2025, dans le cadre du dispositif de refinancement auprès de la Banque de France, Crédit Agricole S.A. a déposé 70,1 milliards d'euros de créances (principalement pour le compte des Caisses régionales), contre 70,6 milliards d'euros au 31 décembre 2024.

Au 30 juin 2025, dans le cadre des opérations de refinancement auprès de la Caisse de Refinancement de l'Habitat, Crédit Agricole S.A. a déposé 7,4 milliards d'euros de créances pour le compte des Caisses régionales, contre 7,1 milliards d'euros au 31 décembre 2024, et 1,96 milliard d'euros ont été déposés directement par LCL.

Au 30 juin 2025, dans le cadre des émissions sécurisées de Crédit Agricole Home Loan SFH (CA HL SFH) et de Crédit Agricole Financement de l'Habitat SFH (CA FH SFH), sociétés financières contrôlées à 100 % par Crédit Agricole S.A., 192,1 milliards d'euros de créances des Caisses régionales et de LCL ont été apportés en garantie. Ce montant se répartit entre 156,2 milliards d'euros de créances issues des Caisses régionales (dont 49,1 milliards d'euros pour CA HL SFH et 107,1 milliards d'euros pour CA FH SFH) et 35,9 milliards d'euros provenant de LCL, (dont 12,4 milliards d'euros pour CA HL SFH et 23,5 milliards d'euros pour CA FH SFH).

Au 30 juin 2025, dans le cadre des opérations auprès des supranationaux BEI/BDCE, Crédit Agricole S.A. a déposé 2,0 milliards d'euros de créances pour le compte des Caisses régionales.

Au 30 juin 2025 dans le cadre des opérations de refinancement auprès de CDC, Crédit Agricole S.A. a déposé 2,1 milliards d'euros de créances pour le compte des Caisses régionales.

GARANTIES DÉTENUES

Les garanties détenues et actifs reçus en garantie par le groupe Crédit Agricole S.A. et qu'il est autorisé à vendre ou à redonner en garantie sont pour l'essentiel logés chez Crédit Agricole S.A. Il s'agit principalement de créances apportées en garanties par les Caisses régionales et par leurs principales filiales bancaires à Crédit Agricole S.A., celui-ci jouant un rôle de centralisateur vis-à-vis des différents organismes de refinancement externes en vue d'obtenir des refinancements. Ces créances (immobilières, ou prêts auprès d'entreprises ou de collectivités locales) sont sélectionnées et marquées pour leur qualité et conservées au bilan des entités contributrices.

La plus grande partie de ces garanties correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis et porte principalement sur les pensions et titres en garanties d'opérations de courtage.

La politique du groupe Crédit Agricole S.A. consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties.

NOTE 8 Reclassements d'instruments financiers**PRINCIPES RETENUS PAR LE GROUPE CREDIT AGRICOLE S.A.**

Les reclassements ne sont effectués que dans des circonstances rares résultant d'une décision prise par la Direction générale du Groupe à la suite de changements internes ou externes : changements importants par rapport à l'activité de Crédit Agricole S.A.

RECLASSEMENTS EFFECTUES PAR LE GROUPE CREDIT AGRICOLE S.A.

Crédit Agricole S.A. n'a pas opéré en 2025 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

NOTE 9 Juste valeur des instruments financiers et informations diverses

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "d'exit price").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations observables de *spreads* de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions données et reçues faisant l'objet d'un marché actif, en fonction du sous-jacent et de la maturité de la transaction, peuvent également être inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de données observables ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

9.1 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

DISPOSITIF DE VALORISATION

La valorisation des opérations de marché est produite par les systèmes de gestion et contrôlée par une équipe rattachée à la Direction des risques et indépendante des opérateurs de marchés.

Ces valorisations reposent sur l'utilisation :

- de prix ou de paramètres indépendants et/ou contrôlés par le Département des risques de marché à l'aide de l'ensemble des sources disponibles (fournisseurs de données de marché, consensus de place, données de courtiers...) ;
- de modèles validés par les équipes quantitatives du Département des risques de marché.

Pour chaque instrument, la valorisation produite est une valorisation milieu de marché, indépendante du sens de la transaction, de l'exposition globale de la banque, de la liquidité du marché ou de la qualité de la contrepartie. Des ajustements sont ensuite intégrés aux valorisations de marché afin de prendre en compte ces éléments ainsi que les incertitudes potentielles tenant aux modèles ou aux paramètres utilisés.

Les principaux types d'ajustements de valorisation sont les suivants :

Les ajustements de mark-to-market : ces ajustements visent à corriger l'écart potentiel observé entre la valorisation milieu de marché d'un instrument obtenue via les modèles de valorisation internes et les paramètres associés et la valorisation de ces instruments issue de sources externes ou de consensus de place. Cet ajustement peut être positif ou négatif ;

Les réserves bid/ask : ces ajustements visent à intégrer dans la valorisation l'écart entre les prix acheteur et vendeur pour un instrument donné afin de refléter le prix auquel pourrait être retournée la position. Ces ajustements sont systématiquement négatifs ;

Les réserves pour incertitude : ces ajustements matérialisent une prime de risque telle que considérée par tout participant de marché. Ces ajustements sont systématiquement négatifs :

- les réserves pour incertitude sur paramètres visent à intégrer dans la valorisation d'un instrument l'incertitude pouvant exister sur un ou plusieurs des paramètres utilisés ;
- les réserves pour incertitude de modèle visent à intégrer dans la valorisation d'un instrument l'incertitude pouvant exister du fait du choix du modèle retenu.

Par ailleurs, et conformément à la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur », Crédit Agricole S.A. intègre dans le calcul de la juste valeur de ses dérivés OTC (traités de gré à gré) différents ajustements relatifs :

- au risque de défaut ou à la qualité de crédit (Credit Valuation Adjustment/Debit Valuation Adjustment)
- aux coûts et gains futurs de financement (Funding Valuation Adjustment/ Initial Margin Valuation Adjustment/Collateral Valuation Adjustment)
- au risque de liquidité associé au collatéral (Liquidity Valuation Adjustment).

Ajustement CVA

Le CVA (Credit Valuation Adjustment) est un ajustement de Mark to Market visant à intégrer dans la valeur des dérivés OTC la valeur de marché du risque de défaut (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut ou dégradation de la qualité de crédit) de nos contreparties. Cet ajustement est calculé par contrepartie sur la base des profils d'expositions futurs positifs du portefeuille de transactions (en tenant compte des accords de netting et des accords de collatéral lorsqu'ils existent) pondérés par les probabilités de défaut et les pertes encourues en cas de défaut.

La méthodologie employée maximise l'utilisation de données/prix de marché (les probabilités de défaut sont en priorité directement déduites de CDS cotés lorsqu'ils existent, de proxys de CDS cotés ou autres instruments de crédit lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides). Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des dérivés OTC en portefeuille.

Ajustement DVA

Le DVA (Debit Valuation Adjustment) est un ajustement de Mark to Market visant à intégrer dans la valeur des dérivés OTC la valeur de marché du risque de défaut propre (pertes potentielles que Crédit Agricole S.A. fait courir à ses contreparties en cas de défaut ou dégradation de sa qualité de crédit). Cet ajustement est calculé par typologie de contrat de collatéral sur la base des profils d'expositions futurs négatifs du portefeuille de transactions pondérés par les probabilités de défaut (de Crédit Agricole S.A.) et les pertes encourues en cas de défaut.

La méthodologie employée maximise l'utilisation de données/prix de marché (utilisation du CDS Crédit Agricole S.A. pour la détermination des probabilités de défaut). Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des dérivés OTC en portefeuille.

Ajustement FVA

Le FVA (Funding Valuation Adjustment) est un ajustement de Mark to Market visant à intégrer dans la juste valeur des dérivés OTC non collatéralisés ou imparfaitement collatéralisés les suppléments de coûts et gains de financement futurs sur la base du coût de financement ALM (Assets & Liabilities Management). Cet ajustement est calculé par contrepartie sur la base des profils d'expositions futurs du portefeuille de transactions (en tenant compte des accords de netting et des accords de collatéral lorsqu'ils existent) pondérés par les Spreads de funding ALM.

Sur le périmètre des dérivés « clearés », un ajustement FVA dit IMVA (Initial Margin Value Adjustment) est calculé afin de tenir compte des coûts et gains de financement futurs des marges initiales à poster auprès des principales chambres de compensation sur dérivés jusqu'à la maturité du portefeuille.

Ajustement CoIVA

La CoIVA (Colateral Valuation Adjustment) est un ajustement de Mark to Market visant à intégrer dans la juste valeur des dérivés OTC collatéralisés par des titres non souverains les suppléments de coûts et gains de financement futurs sur la base du coût de refinancement propre de ces titres (sur le marché du Repo). Cet ajustement est calculé par contrepartie sur la base des profils d'expositions futurs du portefeuille de transactions pondérés par un spread spécifique.

Selon les cas, cet ajustement peut prendre la forme d'une provision spécifique ou être intégré dans les Mark-to-Market via une courbe d'actualisation spécifique.

Ajustement LVA

Le LVA (Liquidity Valuation Adjustment) est l'ajustement positif ou négatif de valorisation visant à matérialiser à la fois l'absence potentielle de versement de collatéral pour les contreparties possédant un CSA (Credit Support Annex), ainsi que la rémunération non standard des CSA.

Le LVA matérialise ainsi le gain ou la perte résultant des coûts de liquidité additionnels. Il est calculé sur le périmètre des dérivés OTC avec CSA.

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

(en millions d'euros)	30/06/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	357 176	76 396	267 382	13 398
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	1 209	-	-	1 209
Titres reçus en pension livrée	143 169	-	137 350	5 819
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	80 314	76 224	3 831	259
Instruments dérivés	132 484	172	126 201	6 111
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	237 038	122 471	93 458	21 110
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	39 583	17 291	9 044	13 248
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	83 988	41 020	36 039	6 929
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	1 658	-	1 658	-
Titres de dettes	82 330	41 020	34 381	6 929
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	6 174	-	6 174	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	107 293	64 160	42 201	932
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	230 330	203 286	26 347	697
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables ¹	7 809	2 786	4 326	697
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	222 521	200 500	22 021	-
Instruments dérivés de couverture	16 292	-	16 292	-
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	840 836	402 153	403 479	35 204
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			723	6
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		841		426
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		14	1 698	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		855	2 422	432

¹ Les titres SAS Rue La Boétie, détenus par la Caisse régionale de Corse, sont intégrés au poste Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables dans le niveau 2 pour 112 millions d'euros.

Les transferts du Niveau 1 vers le Niveau 2 concernent essentiellement les effets publics et les obligations et autres titres à revenus fixes.

Les transferts du Niveau 1 vers le Niveau 3 concernent essentiellement des titres de transaction.

Les transferts du Niveau 2 vers le Niveau 3 concernent essentiellement des instruments de dérivés de transaction.

Les transferts du Niveau 3 vers le Niveau 2 concernent essentiellement des titres reçus en pension livrée de la clientèle et des établissements de crédit et des instruments de dérivés de transaction.

(en millions d'euros)	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	371 156	69 663	287 973	13 520
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	1 145	-	-	1 145
Titres reçus en pension livrée	150 124	-	143 653	6 471
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	73 716	69 582	3 899	236
Instruments dérivés	146 171	81	140 421	5 669
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	229 763	113 607	95 685	20 471
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	38 904	16 922	8 901	13 081
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	81 060	40 442	34 025	6 593
Créances sur les établissements de crédit	635	-	635	-
Créances sur la clientèle	1 845	-	1 845	-
Titres de dettes	78 580	40 442	31 545	6 593
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	6 495	-	6 495	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	103 304	56 243	46 264	798
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	223 600	200 349	22 519	732
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables ¹	6 106	3 143	2 231	732
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	217 495	197 206	20 288	-
Instruments dérivés de couverture	19 195	-	19 195	-
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	843 713	383 620	425 370	34 723
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			1 069	7
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		988		2 316
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		16	7 080	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		1 004	8 149	2 323

¹ Les titres SAS Rue La Boétie, détenus par la Caisse régionale de Corse, sont intégrés au poste Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables dans le niveau 2 pour 105 millions d'euros.

Les transferts entre Niveau 1 et Niveau 2 concernent essentiellement les effets publics et les obligations et autres titres à revenus fixes.

Les transferts du Niveau 1 vers le Niveau 3 concernent essentiellement des titres de transaction.

Les transferts du Niveau 2 vers le Niveau 3 concernent essentiellement des instruments de dérivés de transaction.

Les transferts du Niveau 3 vers le Niveau 2 concernent essentiellement des titres reçus en pension livrée de la clientèle et des établissements de crédit et des instruments de dérivés de transaction.

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

(en millions d'euros)	30/06/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	297 605	42 009	248 086	7 510
Titres vendus à découvert	41 995	41 932	54	9
Titres donnés en pension livrée	140 720	-	137 191	3 530
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	114 890	78	110 841	3 971
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	103 361	9 537	75 747	18 077
Instruments dérivés de couverture	25 229	3	25 226	-
TOTAL PASSIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	426 195	51 549	349 059	25 587
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			17	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		33		343
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		3	3 921	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		36	3 938	343

Les transferts au passif vers et hors Niveau 3 concernent essentiellement des titres donnés en pension livrée des établissements de crédit, des instruments dérivés de transaction et des passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

Les transferts entre les Niveaux 1 et 2 concernent essentiellement des ventes à découvert.

(en millions d'euros)	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	311 824	47 154	257 241	7 429
Titres vendus à découvert	47 372	47 120	203	49
Titres donnés en pension livrée	135 744	-	131 721	4 022
Dettes représentées par un titre	2	-	2	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	128 707	34	125 316	3 357
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	101 713	11 461	71 950	18 303
Instruments dérivés de couverture	27 261	5	27 256	-
TOTAL PASSIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	440 798	58 619	356 447	25 732
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			72	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		78		1 851
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	6 943	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		78	7 015	1 851

Les transferts au passif vers et hors Niveau 3 concernent essentiellement des titres donnés en pension livrée des établissements de crédit, des instruments dérivés de transaction et des passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

Les transferts entre les Niveaux 1 et 2 concernent essentiellement des ventes à découvert.

Les instruments classés en niveau 1

Le Niveau 1 comprend l'ensemble des instruments dérivés traités sur les marchés organisés actifs (options, futures, etc.), quel que soit le sous-jacent (taux, change, métaux précieux, principaux indices action) et les actions et obligations cotées sur un marché actif.

Un marché est considéré comme actif dès lors que des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès de bourses, de courtiers, de négociateurs, de services d'évaluation des prix ou d'agences réglementaires et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Les obligations d'entreprise, d'État et les agences dont la valorisation est effectuée sur la base de prix obtenus de sources indépendantes considérées comme exécutoires et mis à jour régulièrement sont classées en Niveau 1. Ceci représente l'essentiel du stock de Bonds Souverains, d'Agences et de titres Corporates. Les émetteurs dont les titres ne sont pas cotés sont classés en Niveau 3.

Les instruments classés en niveau 2

Les principaux produits comptabilisés en Niveau 2 sont les suivants :

- Titres reçus / donnés en pension livrée
- Dettes comptabilisées en juste valeur sur option

Les dettes émises, et comptabilisées en juste valeur sur option, sont classées en Niveau 2 dès lors que leur dérivé incorporé est considéré comme relevant du Niveau 2 ;

- Dérivés de gré à gré

Les principaux instruments dérivés de gré à gré classés en Niveau 2 sont ceux dont la valorisation fait intervenir des facteurs considérés comme observables et dont la technique de valorisation ne génère pas d'exposition significative à un risque modèle.

Ainsi, le Niveau 2 regroupe notamment :

- les produits dérivés linéaires tels que les swaps de taux, swaps de devise, change à terme. Ces produits sont valorisés à l'aide de modèles simples et partagés par le marché, sur la base de paramètres soit directement observables (cours de change, taux d'intérêts), ou pouvant être dérivés du prix de marché de produits observables (swaps de change) ;
- les produits non linéaires vanilles comme les caps, floors, swaptions, options de change, options sur actions, credit default swaps, y compris les options digitales. Ces produits sont valorisés à l'aide de modèles simples et partagés par le marché sur la base de paramètres directement observables (cours de change, taux d'intérêts, cours des actions) ou pouvant être dérivés du prix de produits observables sur le marché (volatilités) ;
- les produits exotiques mono-sous-jacents usuels de type swaps annulables, paniers de change sur devises majeures ;

Ces produits sont valorisés à l'aide de modèles parfois légèrement plus complexes mais partagés par le marché. Les paramètres de valorisation significatifs sont observables. Des prix sont observables dans le marché, via notamment les prix de courtiers. Les consensus de place le cas échéant, permettent de corroborer les valorisations internes ;

- les titres, options listées actions, et futures actions, cotés sur un marché jugé inactif et pour lesquels des informations indépendantes sur la valorisation sont disponibles.

Les instruments classés en niveau 3

Sont classés en Niveau 3 les produits ne répondant pas aux critères permettant une classification en Niveau 1 et 2, et donc principalement les produits dont la valorisation dépend de paramètres non observables de manière significative et/ou présentant un risque modèle.

La marge initiale de toute nouvelle opération classée en Niveau 3 est réservée en date de comptabilisation initiale. Elle est étalée en résultat sur la période d'inobservabilité qui peut être dans certains cas la maturité de la transaction.

Ainsi, le Niveau 3 regroupe notamment :

- Titres reçus / donnés en pension livrée

Les opérations des pensions selon la maturité des opérations visées et leurs actifs sous-jacents

- Créances sur la clientèle
- Titres

Les titres classés en Niveau 3 sont essentiellement :

- les actions ou obligations non cotées pour lesquelles aucune valorisation indépendante n'est disponible ;
- des ABS pour lesquels existent des valorisations indépendantes indicatives mais pas nécessairement exécutoires.
- Dettes comptabilisées en juste valeur sur option

Les dettes émises, et comptabilisées en juste valeur sur option, sont classées en Niveau 3 dès lors que leur dérivé incorporé est considéré comme relevant du Niveau 3.

- Dérivés de gré à gré

Les produits non observables regroupent les instruments financiers complexes, faisant intervenir des paramètres jugés non observables, significativement exposés au risque modèle.

L'ensemble de ces principes fait l'objet d'une cartographie d'observabilité par facteur de risque/produit, sous-jacent (devises, index...) et maturité indiquant le classement retenu.

Principalement, relèvent du classement en Niveau 3 :

- les produits linéaires de taux ou de change pour des maturités très longues dans le cas des devises majeures, pour des maturités moindres dans le cas des devises émergentes ;
- les produits non linéaires de taux ou de change pour des maturités longues dans le cas des devises majeures, pour des maturités moindres dans le cas des devises émergentes ;
- les produits dérivés complexes ci-dessous ne sont pas considérés comme observables du fait d'un risque modèle important et d'une liquidité réduite ne permettant pas une estimation régulière et précise des paramètres de valorisation :
 - certains produits dérivés actions : produits optionnels sur des marchés insuffisamment profonds ou options de maturité très longue ou produits dont la valorisation dépend de corrélations non-observables entre différents sous-jacents actions ;
 - les swaps annulables non standard sur devises G10 ou certains swaps annulables sur devises émergentes ;
 - des produits hybrides taux/crédit présentant un risque de contingence sur un émetteur (souverains ou Corporate / Financière) de type Repack ou Credit Linked Note non standards et dont la valorisation dépend de plusieurs paramètres non-observables ;
 - certains produits dont le sous-jacent est la volatilité à terme d'un indice ou dépend significativement d'une base entre deux indices ;
 - les produits multi sous-jacents, générant des expositions à des corrélations non-observable entre plusieurs classes de risque (taux, crédit, change, inflation et actions) ;
 - les swaps de titrisation générant une exposition au taux de prépaiement. La détermination du taux de prépaiement est effectuée sur la base de données historiques sur des portefeuilles similaires.

Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

(en millions d'euros)	Total Actifs financiers valorisés à la Juste Valeur selon le niveau 3	Actifs financiers détenus à des fins de transaction					
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction	Instruments dérivés
Solde de clôture (31/12/2024)	34 723	-	1 145	6 471	-	236	5 669
Gains /pertes de la période ¹	(487)	-	8	(846)	-	64	(332)
Comptabilisés en résultat	(476)	-	42	(671)	-	64	(316)
Comptabilisés en capitaux propres	(11)	-	(34)	(175)	-	-	(16)
Achats de la période	7 266	-	421	4 011	-	57	1 523
Ventes de la période	(1 825)	-	(370)	-	-	(89)	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	(3 217)	-	(18)	(2 896)	-	-	(303)
Reclassements de la période	24	-	23	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	(1 280)	-	-	(921)	-	(9)	(446)
Transferts vers niveau 3	432	-	-	-	-	5	272
Transferts hors niveau 3	(1 712)	-	-	(921)	-	(14)	(718)
SOLDE DE CLÔTURE (30/06/2025)	35 204		1 209	5 819		259	6 111



	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat							
	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI			Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres de dettes		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres à la juste valeur par résultat sur option
(en millions d'euros)								
Solde de clôture (31/12/2024)	13 081	-	-	6 593	798	-	-	-
Gains /pertes de la période ¹	261	-	-	110	24	-	-	-
Comptabilisés en résultat	271	-	-	110	24	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	(10)	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	528	-	-	595	125	-	-	-
Ventes de la période	(774)	-	-	(369)	(15)	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	154	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	154	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-
SOLDE DE CLÔTURE (30/06/2025)	13 248	-	-	6 929	932	-	-	-

	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		Instruments dérivés de couverture
	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	
(en millions d'euros)			
Solde de clôture (31/12/2024)	732	-	-
Gains /pertes de la période ¹	224	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	224	-	-
Achats de la période	6	-	-
Ventes de la période	(208)	-	-
Emissions de la période	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-
Reclassements de la période	1	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-
Transferts	(58)	-	-
Transferts vers niveau 3	1	-	-
Transferts hors niveau 3	(59)	-	-
SOLDE DE CLÔTURE (30/06/2025)	697	-	-

¹ Ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	(492)
Comptabilisés en résultat	(480)
Comptabilisés en capitaux propres	(12)

Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

		Passifs financiers détenus à des fins de transaction							Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	Instruments dérivés de couverture
		Titres vendus à découvert	Titres donnés en pension livrée	Dettes représentées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Dettes envers la clientèle	Instruments dérivés			
(en millions d'euros)	Total									
Solde de clôture (31/12/2024)	25 732	49	4 022	-	-	-	3 357	18 303	-	
Gains /pertes de la période ¹	756	(1)	(199)	-	-	-	(51)	1 007	-	
Comptabilisés en résultat	793	(1)	(199)	-	-	-	(33)	1 026	-	
Comptabilisés en capitaux propres	(37)	-	-	-	-	-	(18)	(19)	-	
Achats de la période	3 123	88	1 924	-	-	-	977	134	-	
Ventes de la période	(134)	(112)	-	-	-	-	-	(22)	-	
Emissions de la période	3 803	-	-	-	-	-	-	3 803	-	
Dénouements de la période	(4 113)	(12)	(1 981)	-	-	-	(297)	(1 823)	-	
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts	(3 580)	(3)	(236)	-	-	-	(15)	(3 326)	-	
Transferts vers niveau 3	343	-	-	-	-	-	202	141	-	
Transferts hors niveau 3	(3 924)	(3)	(236)	-	-	-	(217)	(3 468)	-	
SOLDE DE CLÔTURE (30/06/2025)	25 587	9	3 530	-	-	-	3 971	18 077	-	

¹ Ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des passifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains/ pertes de la période provenant des passifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	756
Comptabilisés en résultat	793
Comptabilisés en capitaux propres	(37)

Les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à la juste valeur par résultat sur option et aux instruments dérivés sont enregistrés en "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat" ; les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont enregistrés en "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres".

9.2 Évaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Marge différée à l'ouverture	304	359
Marge générée par les nouvelles transactions de la période	102	245
Marge comptabilisée en résultat durant la période	(53)	(300)
MARGE DIFFÉRÉE À LA CLÔTURE	353	304

La marge au 1er jour sur les transactions de marché relevant du niveau 3 de juste valeur est réservée au bilan et comptabilisée en résultat à mesure de l'écoulement du temps ou lorsque les paramètres non observables redeviennent observables.

9.3 Juste valeur des titres de dettes comptabilisés à l'actif au coût amorti

La norme IFRS 7 demande des informations portant sur les instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la Juste Valeur.

Les montants indiqués dans « la valeur au bilan » des instruments financiers concernés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation. Par ailleurs, la valeur au bilan inclut la Juste Valeur de la portion couverte des éléments micro-couverts en couverture de Juste Valeur. En revanche, la valeur comptable des éléments présentés n'inclut pas l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

Pour être comptabilisés au coût amorti à l'actif du bilan, les instruments de dette doivent répondre cumulativement à deux critères :

- Être gérés dans un portefeuille dont la gestion a pour objectif la collecte des flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs et dont les ventes sont strictement encadrées et limitées ;
- Donner droit seulement au remboursement du principal et aux versements reflétant la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable (test "Solely Payments of Principal & Interests" ou test "SPPI").

A ce titre, les informations relatives à la valeur de marché de ces instruments doivent être analysées avec une attention particulière :

- Les valeurs indiquées représentent une estimation de la valeur de marché du 30 juin 2025. Néanmoins ces valeurs de marché peuvent faire l'objet de variations en fonction des paramètres de marché, notamment l'évolution des taux d'intérêt et la qualité du risque de crédit des contreparties. Ces fluctuations peuvent conduire à un écart pouvant être substantiel entre la juste valeur indicative présentée ci-après et la valeur de décomptabilisation, notamment à l'échéance ou proche de l'échéance compatible avec un modèle de gestion de collecte dans lequel les instruments financiers sont classés.

Ainsi, l'écart entre l'indication de la juste valeur et sa valeur comptable ne représente pas une valeur de réalisation dans une perspective de continuité d'activité de l'établissement.

- Compte tenu du modèle de gestion consistant à collecter les flux de trésorerie des instruments financiers du portefeuille auquel il appartient, il est rappelé que ces instruments financiers ne sont pas gérés en fonction de l'évolution de leur juste valeur et que la performance de ces actifs est appréciée sur la base des flux de trésorerie contractuels perçus sur leur durée de vie de l'instrument.
- L'estimation de la juste valeur indicative des instruments comptabilisés au coût amorti est sujette à l'utilisation de modèles de valorisation notamment les prêts et créances vis-à-vis de la clientèle et plus particulièrement ceux dont la valorisation est fondée sur des données non observables de niveau 3.

La valeur comptable des titres de dettes au 30 juin 2025 s'élève à 87 676 millions d'euros. Leur valeur de marché s'élève à 86 692 millions d'euros, soit une moins-value latente de 983 millions d'euros.

Au 31 décembre 2024, la valeur comptable et la valeur de marché de ces instruments s'élevaient respectivement à 88 971 et 87 292 millions d'euros, soit une moins-value latente de 1 679 millions d'euros.

NOTE 10 Parties liées

Les parties liées à Crédit Agricole S.A. sont les sociétés consolidées, y compris les sociétés mises en équivalence, les principaux dirigeants du Groupe ainsi que les Caisses régionales, compte tenu de la structure juridique du Groupe et de la qualité de Crédit Agricole S.A. d'organe central du réseau Crédit Agricole.

Conformément aux mécanismes financiers internes au Crédit Agricole, les opérations conclues entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales² sont présentées au bilan et au compte de résultat en opérations internes au Crédit Agricole (notes 4.1 "Produits et charges d'intérêts", 4.2 "Produits et charges de commissions" et 6.3 "Actifs financiers au coût amorti" et 6.4 "Passifs financiers au coût amorti").

AUTRES CONVENTIONS ENTRE ACTIONNAIRES

Les conventions entre actionnaires signées au cours de l'exercice sont détaillées dans la note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période".

RELATIONS ENTRE LES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AFFECTANT LE BILAN CONSOLIDÉ

Les transactions réalisées et les encours existant en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale étant totalement éliminés en consolidation, seules les transactions réalisées avec des sociétés consolidées par mise en équivalence affectent les comptes consolidés du Groupe.

Les principaux encours correspondants dans le bilan consolidé et les principaux engagements au 30 juin 2025 sont relatifs aux transactions avec les entités mises en équivalence pour les montants suivants :

prêts et créances sur les établissements de crédit : 346 millions d'euros (263 millions d'euros au 31 décembre 2024);

prêts et créances sur la clientèle : 2 619 millions d'euros (2 527 millions d'euros au 31 décembre 2024);

dettes envers les établissements de crédit : 2 265 millions d'euros (2 338 millions d'euros au 31 décembre 2024);

dettes envers la clientèle : 1 414 millions d'euros (1 472 millions d'euros au 31 décembre 2024);

engagements donnés sur instruments financiers : 3 276 millions d'euros (1 881 millions d'euros au 31 décembre 2024);

engagements reçus sur instruments financiers : 6 958 millions d'euros (5 554 millions d'euros au 31 décembre 2024).

Les effets des transactions réalisées avec ces entités sur le compte de résultat de la période ne sont pas significatifs.

² A l'exception de la Caisse régionale de la Corse qui est consolidée en intégration globale.

NOTE 11 Événements postérieurs au 30 juin 2025**11.1 Crédit Agricole S.A. finalise l'acquisition de la participation de 30,5% de Santander dans CACEIS et détient désormais 100% du capital**

A la suite de l'accord annoncé le 19 décembre 2024 et après avoir reçu l'ensemble des autorisations, Crédit Agricole S.A. a annoncé le 4 juillet 2025 avoir finalisé l'acquisition de la participation de 30,5 % de Santander dans CACEIS, sa filiale d'Asset servicing. A l'issue de cette opération Crédit Agricole S.A. détient 100 % du capital de CACEIS.

11.2 Crédit Agricole S.A. va demander l'autorisation de la BCE pour franchir le seuil des 20 % du capital de Banco BPM S.p.A.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. a approuvé la demande de franchissement du seuil des 20 % du capital de Banco BPM S.p.A. auprès de la BCE.

Crédit Agricole S.A. qui détient actuellement 19,8 % du capital de Banco BPM prévoit d'acquérir un nombre d'actions suffisant pour situer sa participation dans Banco BPM immédiatement au-dessus du seuil de 20 % afin de se placer sous le régime de l'influence notable et consolider ainsi sa participation par mise en équivalence, en cohérence avec son rôle d'actionnaire de long terme et de partenaire de Banco BPM.

Crédit Agricole S.A. n'a pas l'intention d'acquérir ou d'exercer le contrôle sur Banco BPM et maintiendra sa participation sous le seuil d'offre publique obligatoire.